



© Eric RAZ - CCAS

AGIR POUR L'ACCÈS À LA CULTURE

Les initiatives de médiation culturelle et les partenariats charpentent la politique culturelle de la CCAS.

La CCAS défend l'action culturelle. À tout moment de l'année, les agents doivent avoir accès à la culture et à la création artistique, un moyen nécessaire pour construire sa personnalité. La culture façonne les identités, autorise l'émancipation, l'ouverture vers d'autres univers et d'autres peuples. La dimension monde de la culture façonne les solidarités et permet de lutter contre les racismes.

Afin d'y parvenir, la CCAS étend son rôle de médiatrice culturelle. Pour la première fois durant l'exercice 2006-2007, elle programme des spectacles sur les centres de vacances en période d'hiver. La mise en place de ces rencontres d'hiver vise à intéresser de nouveaux publics, dont l'encadrement, à sa politique culturelle.

Les rencontres culturelles en hiver

Les programmations de l'hiver 2007 reprennent certains spectacles présentés l'été précédent. Dix-neuf compagnies représentant la danse, le théâtre, les arts de la rue et de la piste ainsi que le genre humoristique et la chanson tournent dans les centres de vacances en février et mars 2007. Deux cent quatre-vingts représentations sont programmées dans sept régions.

Les aides à la création

La CCAS apporte une aide à la création indépendante. Depuis 30 ans, elle mène une politique de soutien actif aux créateurs contemporains de différents horizons artistiques : musique, cinéma, théâtre, arts plastiques, danse. L'accueil en résidence constitue une forme originale d'aide à la création. Les artistes retenus sont reçus au sein des séjours de vacances de la CCAS. Ils disposent ainsi d'un lieu de création, tout en bénéficiant de la présence d'un public. Pendant le temps privilégié de la naissance de l'œuvre, les équipes artistiques lèvent le voile sur le travail concret de la création. En retour, le regard du public influe, modifie parfois les choix. Le montant moyen d'une aide à la création atteint 7 000 euros.

Théâtre : deux aides à la création

En partenariat avec le Festival In d'Avignon 2006 la CCAS contribue à la production du spectacle *Faut qu'on parle !* d'Hamid Ben Mahi et Guy Alloucherie, présenté du 9 au 14 juillet 2006 à la Chapelle des Pénitents Blancs. La Compagnie Théâtre et Figures présente son spectacle musical contemporain *Soldat Joseph (matricule 2 459)* créé par Laurent Bancarel en résidence à Capbreton du 10 juillet au 20 août 2006. Durant ce laps de temps, 20 heures d'ateliers musicaux, de chant et de manipulation de marionnettes sont organisées pour les vacanciers.

Arts de la rue et arts de la piste : une aide à la création

La compagnie Cabas travaille avec la CCAS à partir de son spectacle intitulé *Koulouskout* (en langue arabe : mange et tais-toi). Le propos consiste à restituer l'histoire sous de multiples formes : la danse illustre la fluidité, le mâât chinois la hauteur et la puissance. Des jeux d'équilibre et d'acrobatie symbolisent la fragilité et évoquent ce que l'on n'ose pas dire debout. *Koulouskout* mêle tout à la fois, cirque, théâtre et danse.



© Eric RAZ - CCAS

Littérature : une aide à la création

La CCAS soutient le nouveau projet du Centre de promotion du livre de jeunesse 93, *Tout petit tu lis*, un projet qui allie théâtre et lecture. Le partenariat a pour objet le soutien à la conception et à la réalisation de la malle à lire *Le temps*, scénographie de Nathalie Prats et mise en scène de Philippe Berling. Les ouvrages sélectionnés pour les tous petits sont rassemblés dans des malles contenant de 100 à 150 livres, accompagnées d'un dispositif scénographique d'accueil des enfants (dès l'âge d'un an) et des lecteurs.

Les rencontres culturelles

Lors de la saison d'été 2006, la CCAS présente dans ses centres de vacances, 981 spectacles dont 683 dans les centres adultes et familles et 298 dans les centres jeunes. Dans le domaine du spectacle vivant, le théâtre reste la forme la plus prisée avec 28,8 % des représentations, suivi de la musique (20,8 %), de la danse (13,2 %), de la parole (12,4 %), du cinéma (11 %), de l'humour (10,1 %) et des arts de la rue (4 %).

Si la programmation en direction des familles et des adultes progresse d'une centaine de représentations notamment en matière de cinéma et d'humour, le nombre de spectacles pour le jeune public régresse d'une quarantaine de représentations surtout dans le domaine théâtral. Au total 1 214 spectacles et rencontres aux bénéficiaires sur les centres de vacances.

Une priorité, la littérature et la lecture

Trente-cinq écrivains sont invités à parler de leurs œuvres et de leur métier sur les centres de vacances. Cent treize rencontres ont lieu dans les centres adultes et 60 dans les centres jeunes. Quarante-neuf auteurs scientifiques font par ailleurs partager leur passion au cours de 233 initiatives spécifiques. Des ateliers de lecture mais aussi d'écriture animent la vie des centres, y compris pour les très jeunes, avec la tournée de la malle à lire *Tout petit tu lis* dans 17 centres.



Les dotations

Cent trente-huit bibliothèques dans les centres adultes reçoivent une dotation d'ouvrages

- 12/14 ans, 58 dotations.
- 9/11 ans, 42 dotations.
- 15/17 ans, 29 dotations.
- 6/8 ans, 19 dotations.
- Deux dotations en centres spécialisés.

La sélection des ouvrages

Trois cent soixante-dix-huit titres composent les dotations de l'été 2006. Les trois-quarts sont destinés aux jeunes, y compris onze ouvrages pour les tous petits. Les contes, les nouvelles et les romans comptent pour un quart dans une dotation. Les bandes dessinées, les ouvrages de poésie et de théâtre, les policiers et la science-fiction, les documentaires, les récits et l'art sont également présents. La sélection des ouvrages est issue d'un travail collectif qui tient compte des conseils des professionnels du livre, libraires et bibliothécaires et des grandes manifestations de référence (Festival de la bande dessinée d'Angoulême, Salon du livre policier de Cognac, etc.).

Les salons ou festivals du livre dont la CCAS est partenaire constituent autant de ressources pour élaborer cette sélection : Salon du livre de jeunesse de Montreuil, Salon d'Arras, Printemps des Poètes, etc. De plus, la CCAS choisit chaque année, de renouveler sa confiance aux éditeurs indépendants qui fournissent en 2006, 85 % des ouvrages de la dotation. La poésie est à l'honneur dans les tournées « auteurs » avec les montages de textes poétiques de Raymond Federman, poète contemporain vivant aux États-Unis, les œuvres de David Dumortier, celles des poètes engagés auprès des républicains espagnols et un portrait de Nazim Hikmet.

La science, une culture à part entière

La CCAS, attachée à une approche globale de la culture, fait le constat que la science, la technologie, les techniques sont exclues du champ de la culture.



© Thierry MOREL - CCAS

Face aux défis politiques et moraux engendrés par les progrès scientifiques et technologiques, la CCAS souhaite aider les salariés et leur famille à décrypter les informations scientifiques, à les trier, les organiser, les hiérarchiser. La CCAS et son partenaire dans les domaines scientifiques, l'ASTS (Association science technologie société), organisent sur les centres de vacances CCAS, des tournées d'auteurs scientifiques, des ateliers et des malles-expositions. Quatorze de ces auteurs animent 60 rencontres durant l'été 2006, notamment, à partir d'ouvrages qui s'inscrivent dans le champ de la médiation scientifique et/ou technique.

L'appréciation des agents

Lors de la saison d'été 2006, les agents et leur famille confirment, via leurs fiches d'appréciation, leur grande satisfaction quant à l'offre culturelle proposée par la CCAS ; 37,9 % d'entre eux se déclarent très satisfaits des tournées culturelles et 46,4 % satisfaits. De même l'engagement de la CCAS en faveur de la lecture est plébiscité, puisque 85,7 % des sondés sont satisfaits des bibliothèques et des actions « lecture ». Enfin les activités de découverte et notamment les ateliers artistiques et scientifiques progressent notablement dans les indices de satisfaction : 39,6 % de très satisfaits contre 35,3 % en 2005 et 47,7 % de satisfaits contre 43,5 % en 2005.

À la rencontre de l'art contemporain

En septembre 2006, la CCAS décide de proposer de nouvelles formes de rencontres entre la création contemporaine, les ouvriers droit et ayants droit au-delà du seul temps des vacances. En partenariat avec les éditions « cercle d'Art » elle inaugure la création d'une nouvelle collection d'ouvrages thématiques qui s'intéresse aux regards que portent les artistes sur le monde et à la médiation artistique. Son objectif est de rendre les lieux d'art contemporain plus familiers. La collection « Imaginaire : mode d'emploi » comptera trois ouvrages : « l'art contemporain et la mode » ; « l'art contemporain et la télévision » ; « l'art contemporain et le lien social ».

AGIR POUR L'ACCÈS À LA CULTURE

Les partenariats

Cinéma

55^e édition du Prix Jean Vigo, mai 2006

Le prix est remis à Laurent Achard pour son long métrage *Le Dernier des Fous*. La CCAS participe à la dotation du lauréat. Le prix Jean Vigo symbolise l'aide aux jeunes réalisateurs.

3^e édition du Festival du cinéma de Brive, du 14 au 18 juin 2006

Cette troisième édition est placée sous le signe de la francophonie, 18 moyens-métrages sont retenus pour participer à la compétition nationale sur les 150 films soumis à la sélection. Le partenariat entre la CCAS, la Société des réalisateurs de films (SRF) et la CMCAS de Tulle Aurillac, permet de délivrer un pass à un tarif préférentiel aux électriciens, gaziers et à leur famille.

34^e édition du Festival international du film de la Rochelle, du 30 juin au 10 juillet 2006

La CCAS et la CMCAS de la Rochelle organisent une soirée et projettent *Hors Jeu* de Jafar Panahi en présence du réalisateur qui remporte ensuite l'Ours d'argent au Festival de Berlin.

26^e édition du Festival international du film d'Amiens, du 10 au 16 novembre 2006

Ce festival propose de mieux découvrir les cinémas du monde notamment le cinéma africain et le cinéma du Sud, le cinéma des maîtres comme celui de nouveaux réalisateurs. En coopération avec la CMCAS d'Amiens, la CCAS propose des tarifs préférentiels et plusieurs centaines de places gratuites pour une séance parents-enfants le samedi 11 novembre 2006 dans les locaux de la maison de la Culture ainsi que pour le cinéma concert *Verdun, vision d'histoire*. *Allez Yallah !* réalisé par Jean-Pierre Thorn est projeté au cours d'une soirée coorganisée par la CCAS et la CMCAS d'Amiens en présence de Jean-Pierre Thorn et de Jean-Jacques Beineix.



2^e édition du Festival Jamais trop tard pour bien voir, du 22 novembre au 5 décembre 2006 en Île-de-France (Paris, Seine-Saint-Denis, Yvelines) et du 29 novembre au 12 décembre 2006, en province (Nantes, Lyon, Chaumont, Charleville-Mezières)

La CCAS soutient ce festival en faveur du cinéma indépendant.

19^e édition du Festival Premiers Plans d'Angers, du 19 au 28 janvier 2007

Ce festival singulier a pour objectif de révéler de nouveaux réalisateurs européens, de mettre en valeur l'histoire et l'actualité du cinéma européen et de faire connaître le travail d'écriture de scénario. La CCAS soutient l'initiative de la CMCAS d'Angers « Journée cinéma » le samedi 20 janvier. Visionnage d'un court métrage de Pasolini le matin, intervention de Céline Novel sur l'œuvre et la personnalité de Pasolini et projection d'un long métrage au Palais des congrès dans le cadre de la rétrospective Pasolini. La CCAS décerne un prix à Martin Rit pour son court-métrage *La leçon de guitare*. Pour le soutenir, elle s'engage à le projeter sur ses centres de vacances.

Le cinéma la Clef, la CMCAS de Paris, du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007

Dans le cadre de sa politique internationale, la CCAS développe des actions de solidarité, elle appuie des initiatives culturelles ouvertes aux expressions et aux productions étrangères. En partenariat avec la CMCAS de Paris et le Comité d'entreprise des Caisses d'épargne d'Île-de-France, la CCAS coorganise des soirées mensuelles réservées au cinéma africain.

La Société des réalisateurs de films (SRF)

L'objectif de ce partenariat est de donner aux agents la possibilité d'aller au cinéma. La SRF contribue à la défense et à la promotion du cinéma indépendant à travers la programmation de nouvelles cinématographies française ou étrangère notamment à la Quinzaine des réalisateurs lors du Festival international du film de Cannes.

L'Association française des cinémas d'art et d'essai (Afcæ)

La carte Activ' permet de bénéficier d'un tarif préférentiel dans toutes les salles classées art et essai et adhérentes de l'Afcæ.

Musique

Le Printemps de Bourges, du 26 avril au 1^{er} mai 2006

Le Printemps de Bourges est un événement national, un lieu de création et de découverte, jetant chaque année un coup de projecteur sur les musiques d'aujourd'hui. C'est un lieu de rencontre des professionnels du spectacle vivant et de fête pour un public jeune. La particularité de ce festival de musiques actuelles est d'être l'endroit où se croisent artistes débutants et confirmés.

Dans le cadre du partenariat, le Printemps de Bourges met à la disposition de la CCAS et de la CMCAS de Bourges 380 places à 50 % du tarif public, pour les spectacles choisis d'un commun accord entre les trois partenaires, s'adressant en priorité aux agents de la CMCAS. Il permet également le passage, sur la scène ouverte de la région Centre, de quatre groupes sélectionnés par les soins de la CMCAS.

10^e édition du Festival Les Météores de Douai, du 25 mars au 8 avril 2006

Les Météores, festival international des langues françaises, de Douai propose aux publics du Nord de la France un panorama de la création contemporaine de langue française à travers le monde, dans le domaine du théâtre, de la chanson et du cinéma, avec un souci particulier pour le jeune public. Pour cette dixième édition, ses organisateurs accordent un tarif réduit (identique au tarif adhérent), pour tous les spectacles et sur toute la durée du festival, aux agents EDF-Gaz de France des CMCAS de Douai, Lille, Valenciennes et Béthune-Arras. Un mini concert de 30 minutes est organisé dans les locaux du restaurant d'entreprise de la CCAS le mardi 28 mars 2006 (Folk acadien du groupe Visthen).

Littérature

Une saison de Nobel, d'octobre 2006 à mai 2007

Parrainé par Pierre-Gilles de Gennes, Prix Nobel de Physique 1991 en partenariat avec le Centre culturel suédois et la SGDL, la Société des Gens de Lettres. Les œuvres de sept Nobel de littérature sont lues au théâtre Mouffetard. La CCAS reçoit dix invitations pour chaque soirée lecture, et bénéficie d'un tarif préférentiel pour les agents. Elle présente l'œuvre de José Saramago, *La Lucidité*, dans ses centres de vacances.

22^e Salon du Livre et de la Presse Jeunesse à Montreuil en Seine-Saint-Denis, du 22 au 27 novembre 2006

Le CPLJ-93 remet 50 invitations pour la soirée d'inauguration ainsi que des Pass pour l'accès à l'Espace Partenaires pendant toute la durée du salon. Il facilite l'accueil de groupes d'enfants et de familles, les mercredi 22 novembre et samedi 25 novembre 2006, pour participer aux ateliers proposés par le salon.

5^e Salon du livre d'Arras, 1^{er} mai 2006

En partenariat avec la CMCAS de Béthune-Arras qui a noué depuis plusieurs années, des contacts avec l'association *Colères du Présent*, cette manifestation a pour vocation de promouvoir l'écriture et la littérature d'expression populaire et de lutter contre l'exclusion culturelle. Pour l'édition 2006, le Salon d'Arras renforce son audience en décernant un prix de littérature populaire et de critique sociale. Le partenariat se traduit par un soutien à Muhidine Timour, auteur de l'ouvrage *Du Nord cru*. Une rencontre est organisée à la médiathèque d'Arras sur le thème « Les Robins des bois de l'Énergie », en présence de l'auteur, Sophie Bérout.

9^e édition du Printemps des poètes, du 5 au 18 mars 2007

Cette manifestation, soutenue par le Ministère de la Culture et de la Communication, a pour thème : *Lettera Amorosa* (Le poème d'amour), titre d'un poème de René Char dont on commémore le centenaire de la naissance.





© Patrice FLOQUETCOQUET - CCAS

SPORT ET CONVIVIALITÉ

Détente et convivialité, au cœur des pratiques sportives, y compris lors des compétitions.

Plus de 3 000 agents participent cette année aux neuf rencontres nationales sportives proposées par la CCAS et les CMCAS. Cependant, les activités sportives ne se limitent pas à ces rencontres. Des dizaines de milliers d'agents et d'ayants droit fréquentent les clubs et les sections sportives des CMCAS. La CCAS et les CMCAS soutiennent l'activité des unions sportives d'agents des IEG affiliées aux grandes fédérations sportives ou d'associations comme l'Aneg (Aéroclub national des électriciens et gaziers).

Le sport détente

Les évolutions sociétales et notamment la réduction du temps de travail favorisent les pratiques sportives amateurs en dehors du lieu de travail. Dans le même temps, le sport loisir progresse au détriment d'activités structurées en club. Il s'agit désormais pour les activités sociales de faire évoluer leur réflexion et de faciliter l'accès à des activités sportives qui répondent mieux aux critères de choix des bénéficiaires. Une consultation des agents est prévue afin de recueillir leurs avis et leurs attentes en matière sportive ; elle prendra la

forme d'un débat en direct sur le site ccas.fr en juin 2007. Les propositions émises lors de ce forum serviront à la réflexion sur les changements à apporter en termes d'intervention de la CCAS dans le domaine des activités physiques et sportives.

Les rencontres 2006-2007

Les rencontres nationales sont ouvertes à tous, quel que soit le niveau de pratique. Elles relèvent du sport de compétition mais aussi de la rencontre conviviale. Le nombre total de participants est plus faible cette année qu'au cours des exercices précédents. L'explication provient de la diminution du nombre des rencontres sportives (neuf rencontres nationales contre douze en 2005-2006). Pas de tournoi de pétanque au printemps 2006-2007 alors que cette pratique sportive rassemblait 2 300 personnes l'an passé. La maîtrise des coûts est assurée ; la diminution du nombre de manifestations va de pair avec une baisse des engagements budgétaires : 450 000 euros contre 676 000 l'exercice précédent.

Des événements réussis

Le succès des rencontres sportives est à mettre sur le compte de l'investissement des CMCAS concernées et de l'engagement bénévole des agents qui assurent le déroulement des épreuves. Le cyclo-tourisme et le football à sept remportent la palme pour la participation, avec plus de 600 personnes chacun. Les autres rencontres ont elles aussi un caractère de masse avec plusieurs centaines de

sportifs à chaque fois. Les rencontres sportives « Aventures dans les Alpes », « Triathlon-biathlon », « Trails et course nature » confirment l'engouement pour les épreuves mélangeant pratiques sportives, déplacement en famille et ambiance festive.

La troisième Rencontre nationale de voile Yannick Coho

Du 21 au 24 juin 2007, 80 bateaux, dont des pavillons venus de Méditerranée partent du port de Crouesty dans le Morbihan, direction Lorient. À terre ou embarqués, pas moins de 800 à 1 000 participants forment une jolie communauté qui n'est pas constituée uniquement de marins. Dressé sur les quais du Crouesty, un chapiteau abrite un groupe d'associations, partenaire du Challenge. Au côté du comité breton d'Électriciens sans frontières, du Secours populaire, du Mouvement de la paix, la boutique équitable « Ekit'r », installée à Lorient depuis octobre dernier, se fait une place en duo avec Soleil indigo.

Les septièmes Rencontres internationales d'échecs du Cap d'Agde

Les septièmes Rencontres nationales et internationales d'échecs ont lieu du 26 octobre au 2 novembre 2006. Elles rassemblent près de 600 joueurs dont une cinquantaine de Maîtres internationaux. Six des plus jeunes GMI de tous les temps, dont certains âgés d'une quinzaine d'années, disputent le Master nouvelle vague. Ce tournoi de haut niveau est parrainé par le champion du monde Anatoly Karpov, ambassadeur de l'Unicef. La CCAS accueille les phases finales du championnat de France inter comités d'entreprise et les finales nationales CMCAS. Plus de 400 joueurs se préparent le 24 septembre 2006 dans neuf villes et CMCAS.

L'Aneq

La Rencontre nationale 2006 des sports aériens des électriciens et gaziers se tient du 23 au 26 août 2006 en Aveyron. La grande famille de l'Aneq est accueillie par la CMCAS de Rodez. Plus de 250 personnes s'initient qui, au parachutisme en tandem ou au vol à voile, qui à monter dans un avion de tourisme. Les aéromodélistes profitent de ce rassemblement pour présenter leurs activités.



L'activité sportive dans les centres de vacances

La CCAS cherche à développer la pratique du sport sur les lieux de vacances. Randonnées, activités nautiques, remplissent souvent une partie du planning des activités dans les centres. Des séjours lors d'événements sportifs (le semi-marathon Marseille-Cassis) sont organisés durant cet exercice. De même des séjours à thème autour de pratiques sportives (golf, escalade et via ferrata, randonnée, ski, karting) sont présentés dans le catalogue vacances adultes et familles.



Le Centre de médecine du sport (CMS)

Le CMS, situé avenue Richerand à Paris, est ouvert à tous les bénéficiaires des activités sociales, ouvriers et ayants droit, pour des visites spécifiques de prévention. Non prises en compte par la Sécurité sociale, elles sont financées par la CCAS. Les médecins du CMS proposent une série de fiches pratiques téléchargeables sur le site ccas.fr pour se remettre au sport sans faire d'erreur. Des fiches sur la diététique, la remise en forme, le programme sportif pour le Cross Country sont en ligne à la disposition de tous les intéressés.

Les rencontres sportives 2006-2007

Samedi 17 mars 2006, **cross**, rencontre Georges Louis et George Michel Verbeurt, à Caen (Calvados) avec la CMCAS de Caen, 333 sportifs dont 68 femmes.

Vendredi 7 avril à Trégastel (Côte d'Armor), samedi 17 juin 2006 à Luz-Saint-Sauveur (Hautes-Pyrénées), samedi 16 septembre 2006 à Aussois (Savoie) **trails et course nature** avec les CMCAS de Saint-Brieuc, Pau et Chambéry, 334 sportifs dont 113 femmes.

Samedi 20 et dimanche 21 mai 2006, **VTT** à Gruissan (Aude) avec la CMCAS de Carcassonne, 170 sportifs dont 4 femmes.

Du jeudi 25 au samedi 27 mai 2006, **aventures** dans les Alpes à Savines (Hautes-Alpes), avec la CMCAS de GAP, 228 sportifs dont 52 femmes.

Samedi 9 septembre 2006, **triathlon-biathlon** à Sainte-Croix Montluel (Ain), avec la CMCAS de Lyon, 126 sportifs dont 27 femmes.

Samedi 23 septembre 2006, **cyclotourisme**, rencontre Fernand Flaujac, avec les CMCAS d'Auxerre, de Nantes, Tours, Valence, Valenciennes, 676 sportifs dont 41 femmes.

Samedi 30 septembre 2006, **football à sept**, rencontre Jean Duflo à Gravelines (Nord), avec la CMCAS de Boulogne-sur-Mer, 605 sportifs.

Samedi 28 octobre 2006, **tennis de table**, rencontre Marceau Flandre à Béthune (Pas-de-Calais), avec la CMCAS de Béthune Arras, 78 sportifs dont 20 femmes.

Vendredi 17 et samedi 18 novembre 2006, **boules Lyonnaises**, rencontre Frédéric Chazottes, à Nevers (Nièvre), avec la CMCAS de Nevers, 248 sportifs dont 7 femmes.



© Thierry MOREL - CCAS

RESTAURATION DES MENUS DIFFÉRENTS DANS LES ASSIETTES

Restauration collective ne rime pas avec restauration bas de gamme.

Six millions de repas sont servis dans les restaurants méridiens d'entreprise (119 restaurants propres à la CCAS et 6 restaurants conventionnés) durant l'exercice. Parallèlement, 4 restaurants ferment leurs portes dont celui de la tour d'Issy (92) qui servait entre 500 et 600 repas par jour. Cette seule fermeture entraîne une baisse de production estimée à 120 000 repas. Les fermetures de restaurant, les restructurations des services et des unités EDF et Gaz de France, les suppressions d'emploi tiennent une bonne place dans la diminution de la production de repas.

Produits biologiques

Répondue dans toutes les assiettes de toutes les sociétés occidentales, la malbouffe de l'agro-business nourrit certes à moindre frais mais au prix de l'apparition de nouveaux déséquilibres ou de l'accentuation de plus anciens : risques allergiques démultipliés, nette diminution des variétés cultivées, suppression de l'agriculture vivrière et appauvrissement des populations paysannes. Dans ses centres de vacances, ses restaurants de loisirs et bientôt ses restaurants méridiens, la CCAS promeut le développement d'une autre alimentation réalisée à partir de produits biologiques issus de l'agriculture locale.

Agriculture locale

La première approche commence au début des années 2000, portée par le secteur Pyrénées-Agenais qui organise des rencontres entre les producteurs bio du département des Hautes-Pyrénées et les vacanciers du centre de Saint-Lary. Au cours de l'été 2001, des repas à thème sont organisés par des agriculteurs locaux autour des produits du terroir et issus de l'agriculture biologique (viande bovine et légumes du jardin). Puis, la CMCAS de Pau prend langue avec le GAB 65, le Groupement des agriculteurs biologiques du département, en mettant en avant les valeurs

communes pouvant sous-tendre un partenariat économique, puisque la CCAS participe avec ses centres de vacances au développement des territoires, à la création d'emplois et de revenus. Lors de l'été 2002, les produits biologiques font leur apparition dans les centres jeunes.

Durant l'exercice 2006-2007, plus de 70 ateliers sont organisés dans quatre centres (trois centres jeunes, une maison familiale) autour de la découverte de l'agriculture et des produits biologiques. Il s'agit désormais d'un projet régional piloté par le conseiller restauration du Secteur et doté d'un volume d'achats correspondant à 70 000 euros. Sur les quatre centres, un plat réalisé à partir de produits biologiques est chaque jour au menu. Il arrive que des chefs de cuisine préparent des repas entièrement issus de l'agriculture biologique. À l'été 2006, 40 fournisseurs dont 25 fermes du département alimentent les restaurants des quatre centres.



Quatrième enquête annuelle de satisfaction

D'une année sur l'autre, les usagers de la restauration méridienne proposée par la CCAS se déclarent de plus en plus satisfaits de la qualité des plats, du service, de l'accueil. C'est le cas de 82 % des usagers qui répondent au questionnaire distribué dans les restaurants soit 4 % d'opinions positives supplémentaires en 2006 comparé à 2005. Le personnel est d'abord plébiscité avec 95 % de personnes satisfaites concernant l'accueil. Viennent ensuite la distribution et le service avec 90 % d'opinions favorables puis la restauration : variété, goût et qualité des produits avec 83 % de bonnes opinions ; la participation financière : affichage des prix, rapport qualité-prix, système de participation avec 70 % de satisfaits et en dernier lieu, les locaux avec 67 % de satisfaits. Dans ce dernier item, l'acoustique, le chauffage et la climatisation font figure de parents pauvres avec des niveaux de satisfaction compris entre 44 % et 51 %. Cette enquête repose sur le dépouillement de plus de 9 000 fiches.



Nouvelles habitudes

L'arrivée des produits biologiques entraîne automatiquement l'apprentissage de nouveaux réflexes dans les cuisines, pour les commandes, la gestion des menus et celle des livraisons. Par exemple, la commande auprès de la filière biologique prend dix jours alors que l'agrobusiness répond en un temps record mais ses fruits patientent dans des chambres froides dans l'attente du mûrissement, la viande est surgelée, etc.

Pour un chef de cuisine, ce délai implique d'anticiper la conception de ses menus au moins quatre semaines à l'avance. L'agriculteur doit également anticiper ses commandes et pour les fournisseurs spécialisés dans la viande bio, ils doivent adapter leur système de production à la restauration collective ; adaptation qui implique une structure d'abattage. Dans les cuisines, il faut apprendre ou réapprendre à utiliser les produits biologiques. La relation entre les deux partenaires ne va pas sans effort mutuel.

Perspectives

Pour l'exercice 2007-2008, l'utilisation des produits issus de l'agriculture biologique devient un projet pilote national avec extension du programme aux restaurants méridiens et de loisirs des directions régionales Bretagne, Auvergne, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Leur objectif : acheter 30 % des produits crus utilisés dans la confection des repas à des agriculteurs biologiques. Une convention est actuellement en préparation avec la Fédération nationale d'agriculture biologique. Elle implique entre autre une formation afin d'adapter la compétence du personnel de restauration à l'utilisation des produits biologiques.



Le salon des CE

La restauration collective demeure un sujet central de préoccupation pour de nombreuses entreprises. Lors du Salon des comités d'entreprise organisé à l'espace Champerret, à Paris, du 13 au 15 mars 2007, un débat est consacré à cette question. Y participent, outre la CCAS et le comité d'entreprise de la Snecma, la société de restauration collective Eurest et l'Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés. Trois grands enjeux sont abordés : la restauration collective, concédée ou autogérée, peut-elle et doit-elle externaliser sa production ou la poursuivre ? Quelle restauration pour les agents des IEG qui ne disposent pas d'un restaurant CCAS à portée de leur lieu de travail ? Le coût de revient global d'un repas.





Commerce équitable

Tous les programmes mis en place durant l'exercice précédent restent d'actualité. Les directives 2005 concernant l'accueil des bénéficiaires dans les centres de vacances touchent désormais une majorité de centres. À leur arrivée, les familles peuvent se rafraîchir et se restaurer en dégustant des produits issus du commerce équitable. Toujours sur les centres de vacances, des initiatives de promotion de ces produits sont régulièrement organisées. Des opérations de sensibilisation sont confiées, entre autre, à l'Association science technologie société (ASTS) qui réalise des journées d'animation.

Parmi les produits particulièrement appréciés des agents, on peut citer la truffe en chocolat dont les produits de base sont importés d'Équateur et d'Italie par Andines, l'un des partenaires de la CCAS avec Solidar'monde. Le sucre de canne cristallisé qui intervient à hauteur de 72 % dans la composition du produit est originaire de la province de Pinchincha en Équateur, fabriqué par les paysans de la coopérative Villujobema, elle-même soutenue par Camari, une organisation commerciale populaire de Quito. Sur le marché conventionnel, le prix d'achat au producteur s'élève à 0,23 euros le kilo ; le prix proposé par l'acheteur engagé commerce équitable atteint 0,52 euros le kilo. Ce prix est calculé sur la base des

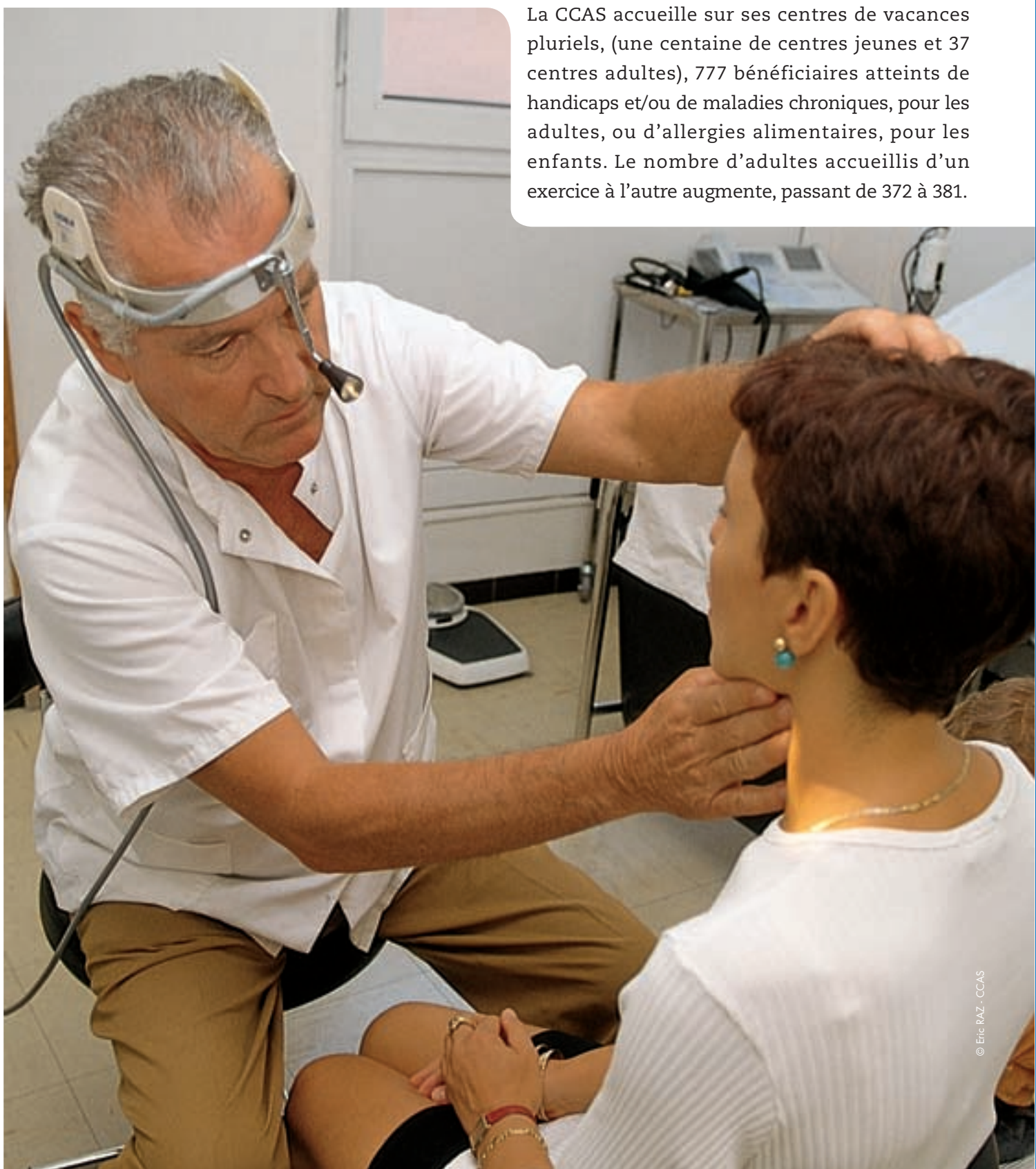
revenus jugés nécessaires par les organisations populaires et syndicales, locales et nationales, pour vivre décemment. Le restaurant de Cap Ampère qui sert en moyenne 1 300 repas par jour achète, durant l'exercice 2006-2007, pour près de 11 000 euros de truffes pralinées vendues à la cafétéria.

La grande nouveauté de 2006, c'est l'inclusion du commerce équitable dans une démarche plus vaste de développement durable (voir page 50) et sa présentation aux bénéficiaires dans les centres de vacances. Pour l'été 2007, ont d'ores et déjà été prévues des rencontres entre producteurs équatoriens et vacanciers ; rencontres qui seront filmées et ainsi démultipliées. La CCAS participe également à la deuxième édition du Salon international du commerce équitable qui a lieu à l'automne 2007 à l'Île-Saint-Denis en banlieue parisienne.

AGIR POUR LA SANTÉ

Améliorer l'offre de santé,
rendre les centres de
vacances et les logements
accessibles aux handicapés,
accorder un répit à ceux qui
prennent en charge des
personnes dépendantes.

La CCAS accueille sur ses centres de vacances pluriels, (une centaine de centres jeunes et 37 centres adultes), 777 bénéficiaires atteints de handicaps et/ou de maladies chroniques, pour les adultes, ou d'allergies alimentaires, pour les enfants. Le nombre d'adultes accueillis d'un exercice à l'autre augmente, passant de 372 à 381.



Les rencontres régionales santé

Au printemps 2006, un document intitulé « Pour une politique de promotion de la santé des électriciens et gaziers » sert d'introduction aux neuf réunions régionales consacrées à la santé. Il s'agit bien de substituer à une logique de soins, une logique de santé prenant en compte tous les facteurs qui influent sur le bien-être : l'environnement social, les systèmes de protection sociale, les conditions de travail, le mode de vie, etc. La mise en place de cette politique relève d'une démarche coordonnée de communication, d'intervention des organismes sociaux, de partage de projets avec des partenaires internes et externes.

Neuf thèmes ont été choisis. Ils représentent autant d'actions de terrain et de projets structurés : la santé au travail, la sensibilisation au risque primaire du tabac, la prise de risques chez les adolescents et les préadolescents, le dépistage précoce du cancer du sein, la prévention des risques domestiques, l'accompagnement des bénéficiaires exposés à l'amiante, la compréhension et la prévention des conduites addictives (alcool, tabac, cannabis, anxiolytiques), la santé dans l'assiette, le lien social/santé des personnes âgées.

Les critères de choix reposent sur les besoins exprimés par les agents (le mal-être au travail, l'exposition à l'amiante) ; des campagnes de santé publique (le dépistage du cancer du sein) ; des campagnes de prévention (deux enfants décèdent chaque jour d'un accident domestique) ; des comportements remarquables dans les centres de vacances (la santé dans l'assiette avec les troubles du comportement alimentaire).

La question du lien social et de la santé des personnes âgées interroge particulièrement les organismes sociaux. Le nombre de bénéficiaires âgés de plus de 70 ans progresse et avec, les situations d'isolement et la perte de l'autonomie physique et/ou psychique. Au décès d'un ouvrant droit, le conjoint survivant perd souvent le lien avec la CMCAS et la SLV. Ces situations légitiment



© Eric RAZ - CCAS

la mise en place d'un réseau solidaire composé d'agents bénévoles mobilisés pour effectuer des visites au domicile et maintenir les liens de la personne avec l'environnement social.

Les partenaires du réseau santé

La CCAS développe des conventions et des partenariats pour améliorer les services rendus à ses bénéficiaires et aux patients qui consultent dans ses centres de santé. Il s'agit de générer des activités nouvelles, de développer des activités existantes et une offre de soins la plus riche possible, de former le personnel tout en veillant à l'équilibre financier.

Le CNS, Centre national de santé

Un partenariat lie l'Union des Mutuelles d'Île de France (Umif) et la CCAS à propos du Centre national de santé (CNS). La direction du CNS est désormais assurée par l'Umif, en collaboration avec la CCAS. Ce partenariat a pour objectif le renouvellement de l'offre de soins en ouvrant des consultations spécialisées en cardiologie et dermatologie ; en renforçant les consultations ophtalmiques et dentaires. Trois cabinets dentaires supplémentaires devraient voir le jour l'exercice prochain ainsi qu'un cabinet d'implantologie.



Des séjours pour les personnes handicapées et leurs familles

Outre les séjours *Préparation à la séparation*, la CCAS propose des séjours *Moments d'accompagnement*, réservés aux familles dont l'un des membres est en situation de handicap. Les premiers, limités à trois sont dédiés aux familles qui ne confient pas encore la personne handicapée, enfant ou adulte, aux soins d'un centre pluriel. Les seconds, sans limitation de nombre, accueillent des familles dont l'un des membres, en situation de handicap, souhaite participer à une activité hors de la présence des siens. Ces centres sont donc dotés d'une équipe d'animation renforcée qui permet la prise en charge ponctuelle de l'enfant ou de l'adulte dans de bonnes conditions. Pendant l'hiver 2006-2007, les centres de Saint-Lary-Soulan dans les Hautes-Pyrénées et Aussois en Savoie développent cette formule de séjours.

Diagnostic accessibilité

La CCAS étudie un programme de recensement des logements accessibles afin d'offrir à terme, un réseau rénové répondant aux besoins des personnes dont les difficultés motrices imposent l'utilisation de sanitaires et de douches facilement accessibles. D'ores et déjà, la mise en place de séjours « code violet » permet d'assurer une affectation sur un logement accessible aux familles qui en ont besoin. Soixante centres familiaux sont

Hôpital Saint-Louis

Le CNS et le service de dermatologie de l'hôpital Saint-Louis s'apprêtent à travailler de concert. À partir de novembre 2007, deux cabinets de dermatologie seront disponibles. Ils seront animés par des attachés de l'hôpital ; le cabinet actuel devenant une salle réservée aux petites interventions chirurgicales. Des travaux d'aménagement sont en cours dans la salle de stérilisation notamment. Le partenariat avec Saint-Louis vise à soulager les services d'un hôpital qui souhaite s'orienter davantage vers la recherche et qui a besoin de structure type CNS pour assurer consultations et petite chirurgie.

Paris Diabète

Regroupant des médecins et des infirmières spécialisées dans les soins liés aux pathologies issues du diabète, l'association Paris Diabète organise ses réunions au CNS depuis le printemps 2006. Fin 2007, après formation du personnel à l'usage d'un rétinographe, une consultation spécialisée sera à la disposition des patients.

classés « code violet ». Mais, au-delà du logement, il s'agit bien de pouvoir élargir dans un avenir proche la gamme des séjours proposés aux personnes en situation de handicap. Cette action s'inscrit dans la politique globale d'accueil et d'intégration des personnes présentant un handicap, quelle que soit sa nature. Dans tous les investissements à venir, mobiliers et immobiliers, la notion d'accessibilité aux cinq handicaps sera prise en compte. Cette étude concorde avec la loi du 11 février 2005 - pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Elle répond également au décret du 17 mai 2006, qui impose aux établissements recevant du public des catégories 1 à 4, d'établir un diagnostic spécifique d'évaluation des conditions d'accessibilité, avant le 1^{er} janvier 2011 et une mise en conformité avant le 1^{er} janvier 2015.

L'aide aux aidants

En septembre 2006, la CCAS met en place un groupe de travail consacré à l'aide « aux aidants », ces adultes qui ont à leur charge une autre personne adulte dépendante. Dans l'étude épidémiologique (cohorte Gazel) commencée en 1989, portant sur un échantillon de 20 000 agents des industries électrique et gazière, il ressort en 2006 que 31 % d'entre eux déclarent aider régulièrement une personne dépendante. L'investissement physique et psychologique qu'implique une telle charge est responsable de la dégradation de leur qualité de vie. Or, le bien-être et la bonne santé de celle ou celui qui prend en charge, conditionnent la réussite de l'aide.

Deux propositions sont actuellement à l'étude. Outre le congé de soutien familial (trois mois sans solde renouvelables jusqu'à un an pour toute la carrière) inscrit dans le cadre de la Sécurité sociale, une aide au répit pourrait être mise en place, soit par le biais d'un remplacement de la personne aidante à domicile, soit par le placement de la personne aidée dans un accueil de jour. Il appartiendrait alors aux CMCAS de trouver la solution

la plus favorable. Un partenariat avec l'Union nationale France Alzheimer, en discussion, devrait permettre d'organiser un séjour en octobre 2007 pour les bénéficiaires touchés par cette maladie. À terme, il s'agira d'organiser des séjours ouverts à la fois aux adhérents de l'association et aux bénéficiaires des activités sociales.

Grippe aviaire

Salariés des activités sociales -notamment dans le secteur de la restauration- et vacanciers doivent être informés des précautions à prendre et des comportements à adopter en cas de pandémie par les responsables de centre. Un quatre pages est donc édité en juillet 2006, en pleine période rouge, afin de toucher un maximum de bénéficiaires. Le processus d'information et de sensibilisation, qui a commencé bien avant cette date, est poursuivi à l'échelle nationale toujours avec la participation des CMCAS. Le 8 novembre 2006, une réunion nationale d'information est organisée avec le concours de l'Institut National de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes). Une cellule de veille reste en alerte.



Klopobek, un jeu éducatif

Klopobek dynamite le jeu des sept familles ! Ce jeu de cartes est le premier jeu de prévention du tabagisme à destination des 6-8 ans et 9-11 ans. Proposé sur deux centres de vacances lors de l'été 2006, il a pour but de « se décontaminer » en se débarrassant des « neuf tribus de Klopobek prêtes à nous pourrir ! ». Chaque carte illustre l'un des méfaits dû au tabac.

Les 104 cartes du Klopobek utilisent un graphisme et un langage « drôle et déjanté » pour reprendre le vocabulaire de leurs quatre créateurs, diplômés de Sciences Po Paris et de l'Essec, réunis au sein de l'entreprise Cavernamuth, spécialisée dans la création d'actions de prévention utilisant des univers de divertissement pour les enfants.



© Thierry MOREL - CCAS

ASSURANCES, UNE ACTIVITÉ SOCIALE

Le secteur assurances de la CCAS est en constante évolution : tarifs en baisse, fonds IDCP placés dans des Investissements socialement responsables, directive européenne concernant l'intermédiation, etc.

Durant l'exercice 2006-2007, deux évolutions significatives sont à mentionner dans le secteur IDCP : d'une part, la mise en place d'un nouveau système de prélèvement des cotisations pour les inactifs ; d'autre part, le renouvellement des délégués du CCA (Comité consultatif des adhérents).

IDCP, quoi de neuf ?

La création de la Caisse nationale des IEG (CNIEG) prévue au 1^{er} avril 2007, qui a pour mission la liquidation des pensions de retraite des agents des industries électrique et gazière, oblige à repenser bien en amont le système de perception des cotisations. À partir de juillet 2006, plus de 47 000 adhérents sont sollicités pour réunir les éléments d'information nécessaires au prélèvement bancaire de leur cotisation IDCP. Une campagne nationale de communication, relayée par les CMCAS, est enclenchée dans le but d'effectuer les premiers prélèvements dès janvier 2007.

Comité consultatif des adhérents

Près de 44 000 adhérents démontrent leur attachement aux contrats IDCP en acceptant les nouvelles conditions de prélèvement. Au printemps 2006, l'élection de nouveaux délégués du Comité des adhérents IDCP est organisée. Trois cents d'entre eux renouvellent leur mandat (la première mandature, élue en 2002, s'est achevée fin 2005). Réunis en novembre à La Plaine-Saint-Denis en région parisienne, les délégués étudient la situation des

contrats IDCP et formulent des propositions, d'après les demandes des bénéficiaires, visant à améliorer les contrats. Tout en réaffirmant le rôle essentiel des CMCAS et des SLV dans la diffusion de l'information sur les spécificités des contrats IDCP auprès des agents, les délégués ont pu constater l'efficacité des campagnes de marketing direct.

Par ailleurs, l'une des idées émises par le CCA qui consistait à proposer de placer une partie des fonds IDCP dans des Investissements socialement responsables (ISR) est adoptée par le conseil d'administration en fin d'exercice.



Assurer les trois organismes

La CCAS est l'interlocutrice de l'ensemble des organismes sociaux pour souscrire les indispensables garanties à l'activité professionnelle. Au-delà des contrats classiques de responsabilité civile de l'organisme et des salariés et de protection du patrimoine, elle souscrit des contrats spécifiques couvrant, par exemple, l'organisation de compétitions sur la voie publique, les matériels audiovisuels, les expositions, les voyages à l'étranger, etc.





© Elena ELISEEVA - iStockphoto

Des contrats en évolution

Dans les sociétés contemporaines, la protection juridique est devenue la préoccupation de tous. Aussi la CCAS a-t-elle souhaité proposer à ses bénéficiaires une solution spécifique leur permettant de défendre leurs intérêts lors d'un conflit (voisinage, commerçant, administration fiscale...). Depuis janvier 2007, les contrats « Protection juridique familiale 4G » et « Résoluo Patrimoine » enrichissent l'offre existante et répondent à l'assuré qui souhaite bénéficier de conseils et d'interventions juridiques concernant la gestion de conflits.

Des baisses de tarif

Après négociations avec l'assureur, les adhérents aux contrats-groupe auto et habitation enregistrent des baisses de tarif alors que le niveau de garantie proposé est amélioré. Ainsi, le tarif du contrat habitation est-il réduit de 2 % en janvier 2007. Sur trois ans, 2005-2007, l'écart d'évolution entre tarif et garantie équivaut à une baisse relative supérieure à 12 %. Concernant le contrat automobile, le tarif appliqué au 1^{er} juillet 2006 est en baisse ou maintenu pour plus de 70 % des détenteurs de ce contrat. Pour les 30 % d'adhérents restants, de légères hausses sont enregistrées en fonction de leur situation. En tout état de cause, les évolutions tarifaires sont toujours accompagnées d'une amélioration des garanties.



© Eric RAZ - CCAS

Directive européenne 2002/92 sur l'intermédiation en assurances

Depuis la fin de l'année 2006, la directive européenne concernant l'intermédiation en matière d'assurance est transposée dans le droit français. L'application de cette directive visant à normaliser l'activité des intermédiaires entre l'assureur et l'assuré aura des conséquences sur l'activité assurantielle de la CCAS et des CMCAS. Les premières études sont en cours de réalisation pour déterminer le nouveau positionnement de cette activité considérée comme une activité sociale à part entière ; une originalité dans un secteur souvent réduit à une activité commerciale.



L'assistance

En cas de besoin, la garantie assistance apporte une aide à l'assuré et à sa famille. Dès son adhésion, l'assuré bénéficie d'une gamme complète de prestations d'assistance pour l'accompagner dans sa vie au quotidien tels que, dans le cadre du contrat dépendance, l'information par téléphone, une aide ménagère, une auxiliaire de vie, une téléassistance, l'entretien du domicile et/ou autres travaux divers. Dans le cadre du contrat obsèques, il bénéficie d'une information par téléphone et de la résolution des questions administratives et juridiques.

En cas de sinistre accidentel, les assurés des contrats IDC P A & F disposent, d'une part, d'un accès à la garantie hospitalisation qui leur assure le versement d'une indemnité forfaitaire et, d'autre part, d'un accès à la garantie assistance (assistance à domicile, garantie d'assurance à l'étranger...).



UN EXERCICE CHARNIÈRE

Préparer les évolutions demandées.

L'exercice 2006-2007 est un moment charnière pour la CCAS avec des actions importantes engagées pour davantage donner corps aux valeurs des activités sociales ; à l'héritage de l'éducation populaire, notamment dans le choix confirmé de faire de l'accès à la culture, à l'histoire et à l'art l'une des clés du développement humain ; à l'engagement de la CCAS dans l'économie sociale et solidaire.

C'est aussi au cours de cet exercice qu'un conflit social secoue l'organisme. Un conflit qui est l'occasion de constater les difficultés à impliquer les salariés dans les évolutions, à leur permettre d'être réellement acteurs du changement. Le projet qualité naît de ce constat, cherchant à faire du savoir et de la volonté des salariés les outils de l'amélioration de la qualité des services, qu'ils soient destinés aux bénéficiaires ou aux structures internes.

La Mission responsabilité sociale et environnementale est créée pour impulser dans nos actes, notre engagement social et notre engagement en faveur de l'environnement et fédérer

toutes les propositions et actions issues de la créativité des personnels.

C'est également au cours de cet exercice que sont mis en place la commission des Marchés et le Service achats, la nouvelle organisation du système d'information de toutes les activités sociales. Autant d'évolutions qui nécessitent un dialogue social renforcé, méticuleux, parfois difficile à conjuguer avec l'urgence des situations. C'est aussi la mise en place du projet « Fonctions communes », pour mettre en commun la comptabilité, le contrôle de gestion, les ressources humaines, la communication et la qualité, des CMCAS, du Comité de coordination et de la CCAS et préciser les conditions de l'exploitation ; l'élaboration du changement de tarification, de nouvelles règles d'affectation en matière de séjours.

C'est la création du Groupement d'intérêt économique « Vacances Loisirs Activ' » avec Vacances Léo Lagrange, comme premier partenaire. En somme, cet exercice est celui de la préparation des évolutions demandées.

LA DÉMARCHE QUALITÉ SUITE

La démarche qualité implique l'ensemble des personnels, siège et DR.

La démarche qualité est désormais partie intégrante du processus de transformation des activités sociales ; elle en constitue la toile de fond en même temps qu'elle est un principe sur lequel appuyer l'amélioration des prestations proposées aux bénéficiaires.

Les correspondants qualité régionaux

Depuis décembre 2006, il existe un correspondant qualité par région : en règle générale, un cadre de la direction régionale (attaché, chef de site, etc.).

La décision de mener à bien deux actions qualité, l'une relevant de l'amélioration du service rendu aux bénéficiaires et l'autre concernant l'amélioration d'un point de fonctionnement particulier, porte ses fruits.

Les directions régionales Est, Paris-Nord et PACA choisissent comme action qualité l'accompagnement du bénéficiaire à son hébergement. Cette action était mentionnée dans les fiches de satisfaction remplies par les agents et leurs familles comme l'un des points perfectibles. La région PACA travaille également sur la mise à jour du suivi des commissions de sécurité ; Rhône-Alpes opte pour une meilleure visibilité de l'enquête restauration ; Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées pour une amélioration de la mise en œuvre des processus informatiques concernant les centres de vacances. Normandie - Pays de Loire s'intéresse au suivi des documents uniques et des plans d'action dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels.



Qualité et saisonnalité

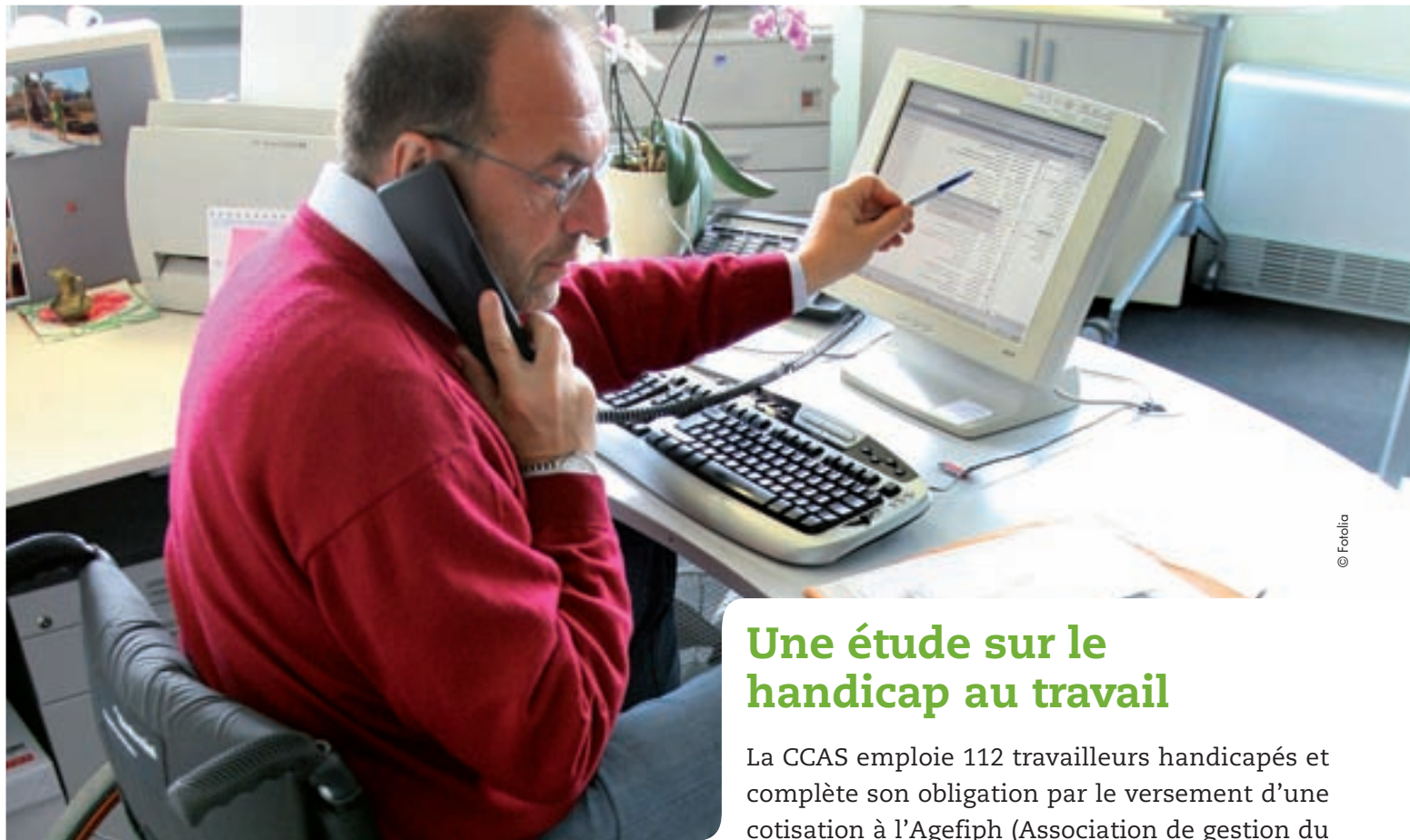
Plusieurs régions privilégient des actions qualité liées à la question de la saisonnalité, sachant que la CCAS mène depuis près de dix ans une politique spécifique à l'égard de cette catégorie de personnel. L'accueil sécurité des saisonniers avec diagnostic et plan de formation est l'une des deux actions menées par les régions Bretagne et Paris-Nord. Pour Auvergne et Rhône-Alpes, il s'agit de faire respecter la règle du J moins 60, un contrat de travail envoyé 60 jours avant la prise de fonction. Pour Sud-Ouest, l'une des actions qualité consiste à apporter une réponse écrite à chaque question posée par les saisonniers dans le cadre d'un Groupe d'expression et de concertation des saisonniers (GECS).

La qualité au siège

Les plans d'action qualité élaborés avec les chefs de service prennent appui sur les propositions des 56 groupes d'expression organisés début 2006. Un bilan des améliorations est prévu pour fin 2007. Il donnera lieu à un forum qualité permettant à l'ensemble du personnel de mesurer les résultats obtenus.

La cartographie des processus

En septembre 2006, les directions des trois organismes, réunies en séminaire, adoptent une cartographie des processus des activités sociales et de santé. Trois grands types de processus sont répertoriés : les processus de pilotage, les processus opérationnels, les processus de support. Une fois ces processus déterminés, il faut les décrire dans leur configuration actuelle. Cette identification va faciliter l'organisation du futur organisme, clarifier les rôles, les responsabilités exercées.



RESSOURCES HUMAINES

GÉRER LES COMPÉTENCES DE TOUS LES SALARIÉS

Handicap, contrats de professionnalisation, ergonomie : trois dossiers prioritaires.

Depuis le début des années soixante-dix, l'intégration de travailleurs handicapés dans le milieu de travail ordinaire est considérée comme une priorité par la CCAS. Il s'agit là du pendant de l'engagement des activités sociales en faveur de l'intégration des personnes handicapées dans les centres de vacances et des multiples services développés pour les bénéficiaires. Cette volonté n'exonère cependant pas l'organisme de s'adapter au contexte créé par les nouvelles obligations légales.

Une étude sur le handicap au travail

La CCAS emploie 112 travailleurs handicapés et complète son obligation par le versement d'une cotisation à l'Agefiph (Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées).

De façon à définir une nouvelle politique d'emploi à l'égard de ces personnes, la direction des ressources humaines qui a constitué en son sein, une Mission handicap demande au cabinet APTH-département Conseil, la réalisation d'une étude portant sur la représentation du handicap auprès du personnel. Réalisée entre août et septembre 2006, cette étude intitulée « Le handicap au travail à la CCAS : étude des perceptions et des déterminants du changement » répond à trois questions.

- Quels sont les déterminants organisationnels de la situation des travailleurs handicapés de la CCAS ?
- Quelle est la perception actuelle du travailleur handicapé chez les différents salariés ?
- Comment faire évoluer les points de réticence éventuels, véritables freins au changement, véhiculés par des perceptions et représentations du handicap.

Quatre-vingt-quinze salariés du siège participent au recueil des données quantitatives et trente au recueil des données qualitatives.

L'identification de besoins récurrents

L'analyse quantitative révèle une perception fluctuante du handicap. Lorsque la perception est

défavorable, elle repose essentiellement sur deux motifs : « la charge de travail supplémentaire à fournir par les collaborateurs de la personne handicapée afin de compenser son inaptitude à une exécution entière de sa mission professionnelle ; l'apport irrégulier des collaborateurs en situation de handicap à l'effort collectif de l'équipe, (souvent invoqué comme source d'un manque de confiance et de fiabilité) entraînant un appauvrissement des missions confiées ».

Cette analyse qualitative effectuée auprès des acteurs concernés (direction des ressources humaines, cadres opérationnels, élus syndicaux, CHSCT, collaborateurs directs des travailleurs handicapés) permet d'identifier des besoins récurrents. Elle permet également d'informer au sujet du cadre légal de l'emploi des travailleurs handicapés, des spécificités du handicap psychique et du handicap dû aux maladies invalidantes. Elle permet aussi d'informer au sujet de la mise en place d'une politique de reclassement professionnel interne à plus grande échelle et d'une continuité organisationnelle dans la gestion des carrières des agents handicapés entre les différents échelons décisionnels. Sur la base de ces besoins, des négociations avec les organisations syndicales sont engagées ; elles portent sur le maintien dans l'emploi des salariés handicapés.

Contrats de professionnalisation

Vingt-sept contrats de professionnalisation sont initiés lors de l'exercice 2006-2007. Ils concernent des domaines aussi variés que le patrimoine, la comptabilité, l'animation, les ressources humaines, l'informatique, l'entretien, la restauration. Les personnes en contrat de professionnalisation sont suivies par un tuteur pour lequel un dispositif de formation est mis en place. Un projet de la direction régionale Paris-Nord a permis en 2006 à onze femmes de la banlieue parisienne, choisies en lien avec l'ANPE, de s'engager dans un contrat de professionnalisation et d'obtenir pour neuf d'entre elles le titre AFPA de cuisinière.

Ergonomie et restauration

Entre juillet 2006 et février 2007, une ergonome travaille dans 14 restaurants de la DR Paris-Nord à établir un état des lieux des conditions de travail

du personnel. Cet état des lieux fait suite à une demande syndicale concernant « des problèmes de matériels et de locaux ne correspondant plus aux besoins actuels ». Pour effectuer l'analyse de l'activité, l'ergonome commence par une journée d'immersion dans un restaurant afin d'identifier les différents postes et l'organisation du travail. Elle mène ensuite des entretiens collectifs et individuels avec les agents à leur poste de travail et émet des observations globales. Cette première enquête permet d'identifier quatre types de contraintes liées :

- au matériel (dysfonctionnement, défaut de conception) ;
- aux locaux (accessibilité, ventilation défaillante) ;
- à l'organisation (emplacement du matériel, répartition des tâches) ;
- aux nuisances physiques (bruit, chaleur, humidité). Ces contraintes représentent autant de pistes d'action pour améliorer la sécurité du personnel et diminuer les risques pesant sur sa santé.

L'aménagement des postes de travail

Dans une deuxième phase qui débute en novembre 2006, l'ergonome, accompagnée d'un conseiller-restauration, retourne dans les restaurants. Tous deux élaborent des propositions techniques et organisationnelles pensées en fonction de l'activité réelle du personnel de restauration. Un plan d'actions validé par les restaurants et le directeur du secteur opérationnel est mis en place. Trois postes de travail doivent être plus particulièrement aménagés dans les restaurants visités : le poste de préparation des hors-d'œuvre, la légumerie, la production chaude.

Concernant la préparation des hors-d'œuvre, les salariés de Pantin sont équipés de gilets sans manche permettant un isolement thermique suffisant pour supporter une exposition de plus ou moins deux heures, dans une ambiance réfrigérée. À Barbès, les armoires à couteaux sont déplacées pour devenir accessibles à tous les membres de l'équipe. À Nanterre et Villejuif, des plans de travail adaptés à la position debout équipent dorénavant la légumerie. À Evry, l'organisation du travail dans le domaine de la production chaude est modifiée et notamment le poste de plonge batterie.



© Pierre MICHAUD - CCAS

RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Des principes traduits en actes.

Autant pour son fonctionnement propre que pour ses bénéficiaires, la CCAS met en place des initiatives de sensibilisation au développement durable. Elle développe depuis plusieurs années une politique particulière de réduction de la précarité parmi son personnel saisonnier, une politique qui relève de la notion de responsabilité sociale.

Les investissements socialement responsables

Une partie des fonds de réserve IDCPC est désormais placée sur des fonds constitués à partir d'Investissements socialement responsables dont

la gestion relève de critères éthiques contrôlés. L'argent placé sert des projets à vocation environnementale, sociale et solidaire. On distingue cinq types d'ISR : les fonds éthiques, thématiques, durables, de solidarité et de partage.

Dix ans de politique en faveur des saisonniers

En 2006, la CCAS emploie plus de 3 300 saisonniers et saisonnières (hors animateurs dans les centres jeunes) dont 800 fidélisé(e)s qui ont une moyenne de 15 ans d'ancienneté dans les activités sociales ; 45 % d'entre eux ont entre 19 et 40 ans. Un sur trois n'a aucun diplôme. Un sur quatre suit une formation. Cette formation est un droit, garanti par l'accord du 18 mars 2005 (accord complété par un avenant en mars 2006).

Durant l'exercice, le groupe de pilotage de la démarche Saisonniers poursuit les efforts d'intégration de cette catégorie de personnel dans la politique générale de la CCAS. Le plan d'action qualité le démontre, avec le choix par certaines directions régionales d'une action qualité concernant le respect de la règle du J moins 60 pour les contrats d'embauche (voir page 41).

L'inter GECS national

Lors de la réunion nationale des Groupes d'expression et de concertation des saisonniers, les GECS, qui a lieu en novembre 2006, direction et saisonniers débattent ensemble de la saison d'été et de l'application de l'accord d'organisme et de son avenant. La direction évoque les difficultés de recrutement de personnel qui subsistent dans certains métiers et particulièrement ceux de la restauration ainsi que des problèmes de planification de visites médicales qui interviennent parfois tardivement. Des saisonniers font remarquer que la revue Expressions, le journal de la direction générale de la CCAS adressé aux saisonniers n'est pas encore accessible à l'ensemble du personnel saisonnier.

La préparation d'un colloque

Plusieurs groupes de travail impliquant directement les saisonniers sont mis en place. L'un deux

visé à préparer un colloque consacré à la question de la précarité liée au travail saisonnier dans le secteur du tourisme, avec divers acteurs du tourisme social et de l'économie sociale. Tous sont concernés par l'extension du travail saisonnier qui perd son caractère marginal. Ce colloque concerne les 400 000 personnes qui, en France, travaillent dans le secteur du tourisme de façon intermittente, de quelques semaines à plusieurs mois.

Les gestes éco-citoyens

Suite à l'adoption de la charte du développement durable, social et solidaire (voir page 50), la CCAS organise au siège de Montreuil, du 16 octobre au 9 novembre 2006, une campagne de sensibilisation au tri sélectif des papiers de bureau. Cette campagne précède l'utilisation de nouvelles corbeilles destinées à recueillir toutes les feuilles de papier, enveloppes, revues, usagées, recyclables. Elle se déroule par e-mails interposés expliquant les modalités pratiques du tri et de la collecte de papiers.

Un contrat est signé avec la société Élise, créatrice de Cedre, (Créer des emplois durables dans le recyclage et l'environnement), à partir du recyclage des papiers de bureau. Élise compte 30 salariés dont un peu moins d'un tiers de personnes handicapées et 60 % de personnes ayant suivi un parcours d'insertion. Le tri sélectif est assuré par des membres de la société de nettoyage travaillant pour le siège ; un emploi supplémentaire est créé.

Par ailleurs, des mesures d'économie d'eau et d'énergie sont adoptées sur plusieurs sites. Le centre de Marinca en Corse réalise des économies d'eau - de l'ordre de 60 000 euros sur l'année - en ayant recours au réseau d'eau brute pour entretenir ses espaces verts. Dans la région Sud-Ouest, plusieurs centres de vacances sont équipés de réducteurs de débit d'eau.

Le développement durable et les projets pédagogiques

L'établissement d'une politique de responsabilité sociale et environnementale, accompagnée par

une démarche de développement durable, sociale et solidaire, doit également trouver sa place dans l'offre de séjours à destination des jeunes. Une journée de formation est organisée pour les directeurs de centres jeunes. Elle a pour objectif de leur fournir des points de repère destinés à promouvoir d'une part, la démarche de développement durable ; d'autre part, d'évaluer les propositions portant sur ce thème dans les projets pédagogiques.

Organiser la vie quotidienne

Parmi les intervenants, la directrice du centre Piopa à Golfo di Sogno en Corse, qui accueillait à l'été 2006 un groupe de 20 jeunes gens de 15 à 17 ans. Venus en Corse pour pratiquer la plongée sous-marine, les participants avaient en charge - comme tous les groupes de leur âge - l'organisation de la vie quotidienne. À la différence près, qu'il s'agissait cette fois de s'inspirer de la notion de développement durable pour ordonner la vie commune, selon le projet éducatif préparé par la directrice.

Aucun de ces jeunes n'avait une idée bien précise de ce que cela pouvait signifier au quotidien. Ils ont néanmoins appris : à respecter l'environnement dans leur fonctionnement quotidien, en économisant l'eau pour la vaisselle et la douche ; à favoriser l'achat de produits frais locaux au moment des courses et de produits équitables pour d'autres, tel le sucre ou le café. Ils ont utilisé des produits d'entretien biodégradables, recyclés piles et bouchons plastiques ; réduit la production de déchets en fabriquant du compost. L'une des plages de la commune de Bonifacio a également été nettoyée par leurs soins.

Ses initiatives sont le fruit d'une organisation en « commissions » chargées pour chacune d'entre elles, entre activité sportive et farniente, d'élaborer des propositions de fonctionnement et de les faire adopter par la majorité. Chaque adolescent(e) a pu découvrir que derrière l'idée, un peu abstraite, de développement durable, quelques règles de fonctionnement permettaient de lui donner une réalité au jour le jour.



Une refonte de la direction du système d'information (DSI)

PRÉPARER L'AVENIR

Système d'information repensé, mise en place d'une filière achats, nouvelles propositions de tarification.

En rendant public, début avril 2007, le rapport de la Cour des comptes consacré aux activités sociales, Philippe Séguin a clos un contrôle commencé trois ans auparavant, qui a mobilisé toutes les équipes du siège. Pour autant, la CCAS n'a pas cessé de penser et d'agir pour améliorer les services rendus aux bénéficiaires. Elle a mis en place d'importants chantiers.

Pour améliorer le système informatique existant et lui permettre de relever les enjeux qui se profilent dont la centralisation du fichier des bénéficiaires, la DSI, en concertation avec le personnel et les organisations syndicales, engage en novembre 2006 une modification en profondeur de son organisation et de son fonctionnement qui repose sur deux principes. D'une part, la séparation stricte des rôles respectifs de la DSI et des directions métiers, les métiers portant la responsabilité des questions de maîtrise d'ouvrage, la DSI traitant l'ensemble des questions de maîtrise d'œuvre ; d'autre part, la prise en compte, en amont de l'aspect informatique purement technique, de la dimension fonctionnelle et applicative du système d'information.

Clarifier les processus

D'où la création de deux entités : l'une chargée de la conception globale du système d'information, pratiquant une approche d'urbanisation et visant à faire émerger un schéma directeur global

garantissant la cohérence transverse de l'ensemble ; l'autre chargée de la conception des applications, appliquant des méthodes d'architecture applicative et visant à construire des applications informatiques interopérables, fiables et évolutives. Cette réorganisation est également l'occasion de clarifier les processus décisionnels et les processus budgétaires, d'améliorer le processus projet et la gestion de la sous-traitance, de mettre en place les conditions d'une véritable politique de sécurité informatique.

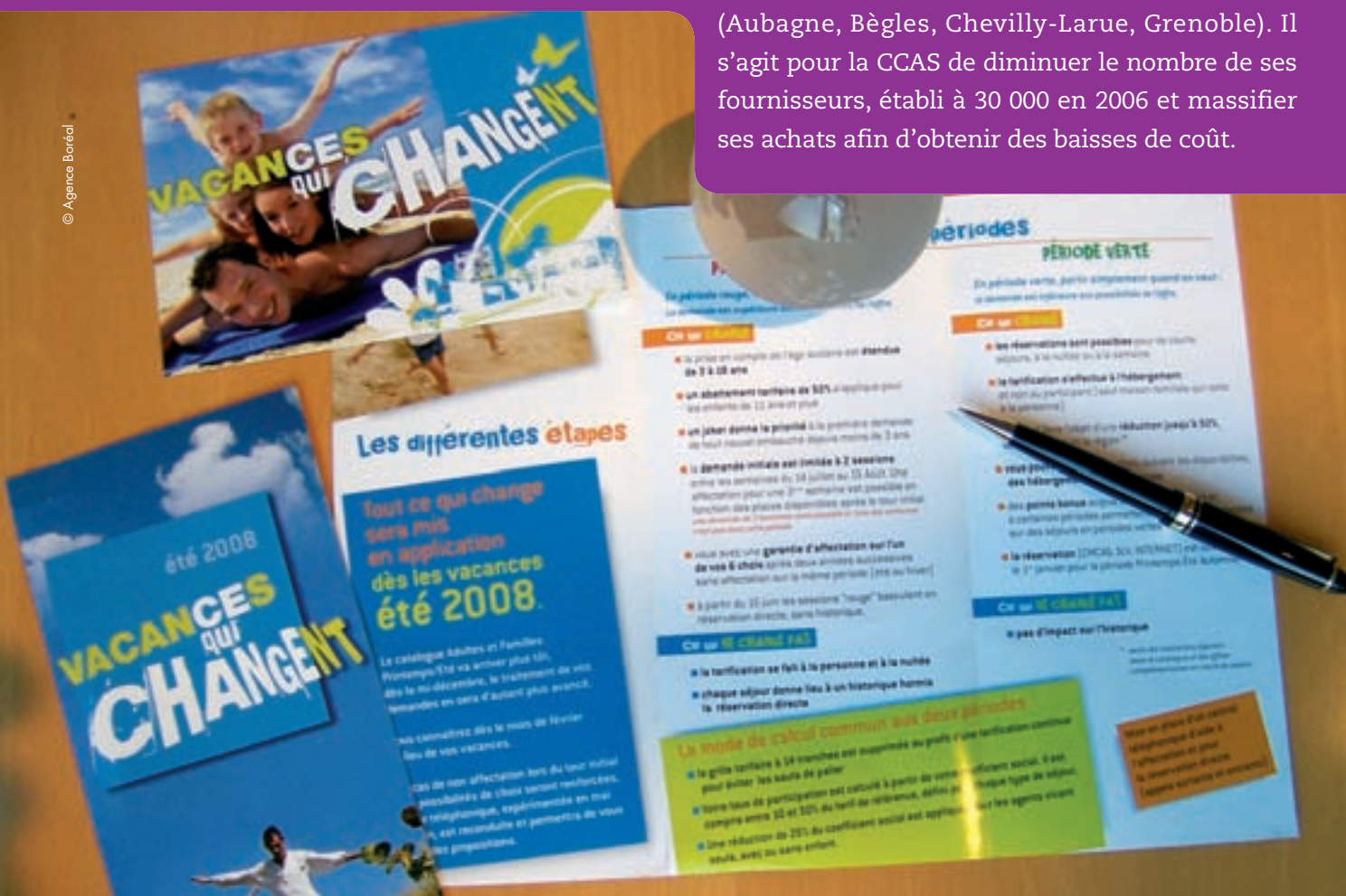
TAO, tarification, affectation, offre

Le projet TAO renforce une politique solidaire qui favorise le départ en vacances du plus grand nombre possible de bénéficiaires. Il s'agit d'adapter la tarification à de nouvelles catégories salariales, de rééquilibrer cette grille en proposant d'une part, une tarification proportionnelle aux revenus et, d'autre part, une tarification de référence pour chaque séjour avec des variations possibles allant de 10 % à 50 %. À terme, le coût de revient d'un séjour devrait être inférieur au coût de référence.

Ces nouvelles dispositions amènent la CCAS à compléter une offre déjà vaste en recherchant des hébergements supplémentaires auprès de nouveaux partenaires du tourisme social avec la création du Groupement d'intérêt économique (GIE) Vacances Loisirs Activ', VLA ; en proposant des séjours alternatifs en France et à l'étranger.

Filière achats

Une commission des Marchés fonctionne depuis le 1^{er} janvier 2007. Sa création répond à la volonté d'examiner tous les achats d'un montant supérieur à 100 000 euros. Cette commission traite de l'ensemble des achats de biens matériels et de travaux, comme des prestations intellectuelles et des services. En sont exclus les biens non marchands : prestations juridiques, architecturales, séjours de vacances et activités culturelles. Cette commission des marchés fonctionne avec un service achats chargé des appels d'offre et de la préparation des dossiers ; une consultation devient obligatoire au-delà de 16 000 euros. Une équipe de sept acheteurs fonctionnera sur le siège à partir du 1^{er} janvier 2008 et neuf acheteurs travailleront sur quatre plateformes régionales (Aubagne, Bègles, Chevilly-Larue, Grenoble). Il s'agit pour la CCAS de diminuer le nombre de ses fournisseurs, établi à 30 000 en 2006 et massifier ses achats afin d'obtenir des baisses de coût.



VACANCES LOISIRS ACTIV'

Un GIE pour le développement du tourisme social.

La Caisse centrale d'activités sociales et Vacances Léo Lagrange créent le 26 mars 2007 un Groupement d'intérêt économique, Vacances Loisirs Activ'. Ce GIE a pour objectif de développer une offre de vacances de haut niveau, fondée sur les valeurs du tourisme social et reposant sur un projet économique qui le met en valeur.

Investissement financier

Ce groupement reprend la marque Arepos (association pour la gestion des réalisations de loisirs du personnel des organismes sociaux). Cette reprise s'effectue en deux temps : le rachat des fonds de commerce camping et hors camping pour un montant de 10 millions d'euros puis l'entrée de la CCAS à hauteur de 50 % dans la SCI Les Villages de vacances.

Patrimoine

En participant à cette opération, la CCAS permet le retour de 6 000 lits au sein du tourisme social tout en restant fidèle à son objectif de satisfaction des électriciens et des gaziers. Dès l'été 2008, 11 nouveaux centres complèteront, à hauteur de 3 000 lits, les 56 000 lits qui constituent aujourd'hui l'offre de la CCAS.

Tourisme social

Premier opérateur du tourisme social en France, la CCAS met toute sa détermination dans la création du GIE Vacances Loisirs Activ' de façon à enclencher une dynamique de développement ouverte à



© Christian PETIT - CCAS

l'ensemble des associations et organismes du tourisme social. D'une part, la réalisation de cette opération redonne aux comités d'entreprise des organismes sociaux (Urssaf, CPAM, etc.) propriétaires de l'Arepos avant son rachat par la Ciat (Compagnie internationale André Trigano) en 2002, une réelle capacité d'action. D'autre part, Vacances Loisirs Activ' a pour objectif de réunir autant de partenaires du tourisme social que possible autour d'un projet décliné en plateformes techniques destinées à abaisser les coûts de production et à améliorer les prestations offertes à tous ses membres. L'ensemble des partenaires de la CCAS issus du tourisme social est invité à devenir membre du GIE.

Les engagements de la CCAS et de Vacances Léo Lagrange en matière de responsabilité sociale et dans le domaine de l'éducation populaire sont concrétisés : la convention collective du tourisme social est de nouveau garantie aux salariés de l'Arepos ; des programmations de spectacles vivants seront proposées aux vacanciers séjournant dans les centres Arepos lors de l'été 2007.

Onze centres de vacances

Les 11 centres de vacances de l'Arepos se trouvent stratégiquement placés. Le Golfe du Morbihan, la Vendée, l'Île d'Oléron, les Landes, le Var, l'Ardèche, les Alpes, les Pyrénées et la Corse font partie des destinations des agents des IEG et ces centres ne peuvent que renforcer l'implantation de la CCAS dans des zones fortement demandées.

1936-1946

Une exposition, des bals populaires, des projections de films, une volonté de débattre.

La décennie 1936-1946 est à l'honneur dans les centres de vacances. En valorisant les trois périodes phares que sont le Front populaire, la Libération et l'Après-guerre, les activités sociales témoignent de la volonté de tisser des liens entre les enseignements du passé et le présent ; elles mettent à l'honneur une décennie porteuse de progrès en matière de démocratie sociale à un moment où les valeurs d'égalité et de solidarité vacillent.

L'axe transverse 36-46

Dans le vocabulaire des activités sociales, les axes transverses témoignent de la volonté collective de participer à la réflexion sur les grands sujets de préoccupation de notre époque. Une majorité de centres de vacances décline les propositions présentées autour de la période de 1936 à 1946 en s'appuyant sur une vision festive de la période du Front populaire et des premiers congés payés. L'évolution des vacances est souvent abordée à travers la notion de temps libre et de maîtrise des loisirs, qui constitue un enjeu de lutte sociale entre le patronat et les organisations syndicales.

En 1936, la notion de temps libre a pu dérouter plus d'un ouvrier : comment utiliser ce temps ? Est-il seulement un temps de détente et d'oisiveté ? Il s'agit bien aujourd'hui de réinterroger la perception de cette notion de temps libre d'un point de

vue historique pour consulter les bénéficiaires sur leur propre perception de ce temps et donc entre autre, sur le contenu de ce qu'ils attendent durant leurs vacances.

Le parcours du visiteur

Une exposition intitulée *Vive les congés payés* conçue en partenariat avec l'Association du même nom, la région PACA, le musée de l'Histoire vivante, l'association Ciné-archives circule de juillet à septembre sur plusieurs centres de vacances ; elle est également présente lors du Festival Contre-Courant sur l'île de la Bartelasse en Avignon.

Sur une surface de 400 m², en plein air, les visiteurs découvrent les lieux symboliques de cette décennie, - selon les concepteurs de l'exposition : la cour de l'usine, la route, la plage. Une cour d'usine ceinturée de hauts murs en briques ; l'un évoque la France d'avant 1936, l'autre les événements de mai. La route symbolise le chemin des premiers congés payés et la voie ouverte par 1936 ; sur les bas-côtés, à gauche, le peuple profite de ses congés, à droite, le fascisme monte. La route mène à la plage où sont dressées des tentes sous lesquelles le visiteur découvre photos, films, chansons de l'époque. L'une d'elles évoque les premières vacances organisées par le CCOS et les acquis de 1946. Pour toucher un large public, l'exposition est ouverte à tous. Elle insiste moins sur le texte que sur les objets, la couleur, le son ; l'année 1936 n'est pas une suite de discours et de proclamations, mais un mouvement social, un état d'esprit enraciné dans une culture populaire ouvrière et urbaine. C'est cette atmosphère qu'il s'agit de faire revivre pour comprendre l'ampleur des chocs suscités.



CHARTRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE SOCIAL ET SOLIDAIRE DE LA CCAS

La CCAS entend orienter ses activités selon les principes d'action contenus dans cette charte adoptée par son conseil d'administration en juin 2006.

Un monde commun où sévissent de nombreuses inégalités

Notre Terre commune abrite désormais plus de 6 milliards d'êtres humains. La pauvreté et le dénuement du plus grand nombre y côtoient la richesse et l'opulence d'une infime minorité. Aucun continent, aucun pays n'est épargné. À des degrés divers, cette fracture tragique dans les potentialités de développement humain se retrouve au niveau global comme au niveau local. Jusqu'à présent, tous les modèles de société ont échoué à améliorer les conditions de vie des populations. Sous l'emprise du néolibéralisme, la mondialisation de l'économie n'apporte aucune solution à cette situation périlleuse pour l'humanité. Dans une majorité de cas les inégalités et les injustices se sont aggravées qu'elles soient d'origines sociales, économiques, environnementales ou culturelles. Et le pire s'installe parfois quand les guerres surviennent entre les peuples. Des milliards d'individus sont ainsi laissés en marge de toute perspective de vie digne.

L'enjeu du développement humain

La question du droit de chacun à un développement humain, dans la paix et en harmonie avec son environnement, est devenue un enjeu de civilisation planétaire. Pour répondre à cette exigence,



il faut inventer d'autres modes de croissance et de développement que ceux qui ont exploité sans vergogne les hommes et la nature. Il faut imaginer un autre monde dans lequel le progrès des sociétés soit fondé sur le respect des droits fondamentaux – conquis et à conquérir – dont doit disposer chaque personne sur cette planète : droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Cela suppose de s'inscrire dans une démarche de développement durable que le rapport Brundtland *Notre avenir à tous* a caractérisé ainsi : « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Un développement durable social et solidaire

Notre conviction est que pour prendre en compte cet enjeu majeur, le développement a besoin d'être assis sur des rapports sociaux solidaires pour être véritablement durable. On ne peut répondre aux besoins des populations dans le seul cadre des rapports concurrentiels qu'instaurent les règles du marché. Le social, l'environnemental, le culturel comme activités humaines sont certes liées à l'économique. Mais elles ne peuvent être assujetties sans dommages aux objectifs de rentabilité qui sont trop souvent la norme dans ce domaine. C'est pourquoi nous pensons que l'instauration de relations solidaires est incontournable pour intégrer dans une même démarche ces quatre piliers d'un développement durable, parce qu'elles se fondent

sur un partage des ressources disponibles et sur une mise en commun des moyens pour répondre aux besoins de tous. C'est pourquoi il est important à nos yeux de préciser que le développement pour être durable doit être indissociablement social et solidaire.

Des acquis à prolonger et à étendre

Les activités sociales de la CCAS s'inscrivent dans la logique d'une économie sociale et solidaire. Elles ont pour socle fondamental l'instauration de rapports solidaires qui rendent possible ou améliorent l'accès aux droits aux vacances, aux activités sportives et physiques, à la culture, à la santé, à une restauration collective de qualité. À ce titre, elles participent d'ores et déjà à une démarche de durabilité qui permet le respect de droits sociaux essentiels, qui favorise les activités économiques et les emplois locaux, le commerce équitable et les vacances solidaires, dans le cadre de partenariats conclus avec des collectivités territoriales, des entreprises et organismes de l'économie sociale et solidaire. Aujourd'hui, il s'agit de prendre appui sur ces premiers acquis pour les prolonger et les étendre dans un cadre plus général.

La CCAS s'engage en faveur d'un développement durable social et solidaire

Dans le prolongement de son soutien au commerce équitable décidé par le CA en 2003, la CCAS s'engage à mettre en œuvre dans ses activités sociales une démarche de développement durable social et solidaire. Elle le fait au nom de principes d'action qui découlent de ses valeurs humanistes et dans la perspective de contribuer à l'instauration d'un monde plus juste :

- le principe social et solidaire qui affirme la priorité accordée à la construction de rapports sociaux solidaires, respectueux des droits humains et vecteurs d'émancipation humaine, comme buts et moyens de nos activités sociales ;
- le principe de préservation et de précaution qui appuie l'engagement à respecter les normes environnementales en vigueur et à entreprendre

un travail en amont pour prévenir les risques qui peuvent résulter de ses activités ;

- le principe d'efficacité et d'efficience socio-économique qui souligne la volonté d'atteindre les objectifs déterminés grâce à l'intervention responsable des salariés de la CCAS ;
- le principe de coopération et de mutualisation qui invite à rechercher les plus larges partenariats avec tous les acteurs qui peuvent participer à l'obtention d'un but pour plus de développement humain durable ;
- le principe culturel et éducatif qui met l'accent sur la nécessité de faire partager des connaissances pour agir ensemble, de percevoir et d'intégrer la diversité humaine des façons d'être au monde ;
- le principe démocratique et participatif qui rend incontournable la consultation, la concertation et la participation aux choix de toutes les parties prenantes en matière de développement durable social et solidaire.

Des objectifs pour ses activités sociales

Ces principes d'action orientent les initiatives et le fonctionnement de la CCAS. Ils visent à rendre ses activités viables au plan économique, équitables au plan social, responsables au plan écologique et respectueux de la diversité culturelle. Ils engagent la responsabilité sociale et environnementale de l'organisme. Ces principes d'action ont vocation à se concrétiser dans la mise en œuvre quotidienne de ses activités sociales au service des agents des IEG.

En conséquence, la CCAS se donne deux sortes d'objectifs

- d'une part, informer les bénéficiaires et les sensibiliser sur les enjeux que recouvre la notion de développement durable social et solidaire, afin qu'ils aient les moyens d'intervenir dans les débats citoyens et de s'impliquer dans la mise en œuvre de cette démarche ;
- d'autre part, mobiliser les personnels de la CCAS dans tous les domaines de ses activités pour mettre en pratique cette démarche et contribuer ainsi à l'existence d'un nouveau type de développement humain qui soit durable parce que social et solidaire.



BRÈVE HISTOIRE DES ACTIVITÉS SOCIALES ET MUTUALISTES

La Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) est un organisme unique en Europe, conçu comme un outil de satisfaction des besoins et des désirs sociaux des agents des industries électrique et gazière.

L'existence de la CCAS est intimement liée aux valeurs de justice sociale et de solidarité défendues par le Conseil national de la résistance (CNR). Délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ses représentants décident d'instaurer « dès la Libération, un ordre social plus juste ». Entre l'été 1944 et l'hiver 1946, le programme du CNR constitue la base des transformations sociales mises en œuvre au travers des nationalisations, de la création de la Sécurité sociale et des comités d'entreprise. Vivre mieux dans une société plus juste qui se donne les moyens de créer de meilleures conditions de vie, tel est l'espoir

revendiqué alors par une majorité de la population française. Pour les salariés des industries du gaz et de l'électricité, la nationalisation du 8 avril 1946 ainsi que le statut du personnel adopté par décret le 22 juin suivant deviennent les gages d'un avenir meilleur.

Du CCOS à la CCAS

Le statut national prévoit la création d'œuvres sociales gérées par les représentants actifs et inactifs, élus des salariés, financées sur les ventes d'énergie hors taxe à hauteur de « 1 % minimum ». Le Conseil central des œuvres sociales (CCOS) est créé en 1947. Marcel Paul, ancien ministre communiste de la Production industrielle de 1945 à 1946, ouvrier électricien, le préside.

L'une des tâches premières du CCOS consiste à mettre en place les caisses mutuelles complémentaires et d'action sociale (CMCAS) dont les conseils d'administration sont élus en 1948. Les CMCAS gèrent le régime spécial d'assurance maladie des industries électrique et gazière (IEG), complémentaire au régime de la Sécurité sociale ainsi que certaines activités décentralisées telles que les associations sportives ou les arbres de Noël. Le CCOS s'attache également à créer ses grands secteurs d'activités : vacances, cantines, assurances...

Mais, déjà, les temps changent. La guerre froide scelle définitivement les désaccords idéologiques et les attaques contre le CCOS deviennent légion. « Gabegie, scandaleux privilèges » entend-on. Le 10 octobre 1950, un décret réorganise EDF et GDF sur

une base régionale. Cette disposition, qui ne sera jamais appliquée, sert de prétexte à l'éclatement du CCOS en une vingtaine de conseils régionaux et les directions des entreprises exigent, d'une part, la réintégration dans leur service d'origine des agents détachés vers les œuvres sociales ; d'autre part, le licenciement du personnel non statutaire embauché par le CCOS. Devant le refus du CCOS, le gouvernement le dissout le 17 février 1951. Les directions désignent alors un délégué provisoire chargé de gérer les œuvres sociales.

Un nouveau décret, le 3 février 1955, restitue au personnel des IEG la gestion de leurs activités sociales. Le CCOS devient CCAS, le comité de coordination des CMCAS est créé. Le montant de la somme prélevée sur les ventes d'énergie hors taxe est ramené de « 1 % minimum » à « 1 % maximum » ; les charges de cantine ainsi que les dépenses liées à l'action sanitaire et sociale relèvent désormais du 1 %. Le Comité de coordination répartit le fonds du 1 % entre les CMCAS et la CCAS, définit la réglementation mutualiste, les règles comptables, élabore des recommandations afin d'améliorer et de maintenir l'égalité de traitement des agents et de leurs familles. Les administrateurs de la CCAS ne sont plus élus au suffrage direct mais désignés par les fédérations syndicales dont les choix sont entérinés par le ministère de tutelle. Ce dernier refuse Marcel Paul comme administrateur de la CCAS. La situation est bloquée. La reprise de la gestion des activités sociales des gaziers et électriciens par leurs représentants syndicaux n'intervient qu'au 1^{er} janvier 1964. René Le Guen, ingénieur GDF, responsable des cadres CGT des deux entreprises, devient président du conseil d'administration de la CCAS. En 1972, la CCAS et le Comité de coordination des CMCAS créent l'Iforep (Institut de formation, de recherche et de promotion) afin d'assurer les besoins en formation de leurs personnels et de l'encadrement des centres de vacances et de loisirs.

Un maître mot : solidarité

Le réseau issu des œuvres sociales est immédiatement étendu et renforcé. Tout en augmentant ses capacités d'accueil dans les colonies pour enfants,

la CCAS organise ses premières vacances pour les retraités, rend accessibles les vacances d'hiver aux familles. En 1965, les premières bibliothèques sont installées dans les maisons familiales. En 1968, les séjours longs d'hiver, conçus pour rompre temporairement l'isolement des personnes âgées, sont créés.

En 1970, une première expérience d'intégration d'enfants en situation de handicap est menée dans les colonies de Port-Navalo (Morbihan) et de Cheviré-le-Rouge (Maine-et-Loire). En 1978, la CCAS inaugure un centre pour polyhandicapés à La Haye-Bérou (Eure). En 1997, elle participe à la mise au point d'une charte de déontologie concernant l'accueil des personnes présentant un handicap dans les centres de vacances et de loisirs non spécialisés. En 2006, près de 800 d'entre eux, enfants et adultes, séjournent dans ses centres de vacances.

Au fil des années, des constructions en dur complètent le réseau des villages de toile. En 1985, l'accueil en gîte contribue à la diversification des hébergements. À partir de 1993, le développement de partenariats ainsi que la création de sociétés civiles immobilières (SCI) permettent d'accroître encore davantage les capacités d'accueil qui augmentent en 12 ans de 12 141 lits.

En 2002, le conseil d'administration lance la Consult'action, un programme de consultation des agents des IEG. Pour 90 % de ceux qui répondent, la solidarité reste la valeur essentielle des activités sociales. C'est au travers de ses grands domaines d'activités décrits dans ce rapport que la CCAS met en œuvre ce principe fondamental. Mais également lorsque surviennent des catastrophes naturelles ou industrielles, la CCAS et les CMCAS organisent, à leur échelle, des opérations spécifiques, comme par exemple, après l'explosion de l'usine AZF de Toulouse en septembre 2001.

Au 17 février 2005, la collecte organisée au profit des victimes du tsunami en Asie du Sud permet de récolter plus de 220 000 euros auprès des personnels ; 253 000 euros en mai.

Solidaire, active, déterminée, la CCAS cherche à répondre aux besoins des électriciens et des gaziers et à leurs attentes. L'appréciation qu'ils portent sur les activités sociales témoigne de leur attachement à leur existence.



© Thierry MOREL - CCAS

LES ORGANISMES DES ACTIVITÉS SOCIALES ET MUTUALISTES QUI FAIT QUOI ?

**660 000 personnes
bénéficient des activités
sociales pour partir en
vacances, assurer leurs
risques familiaux,
organiser leurs activités
culturelles ou déjeuner
chaque jour.
Le nombre et l'amplitude
des demandes exigent
une organisation attentive
et efficace.**

La CCAS

La Caisse centrale d'activités sociales met en œuvre, à l'échelle nationale, les activités sociales du personnel des IEG. Elles comprennent les séjours de vacances, la restauration méridienne ainsi que de multiples activités culturelles et sportives. Elles concernent également les domaines de la santé et des contrats groupe d'assurances. Le conseil d'administration de la CCAS fixe les orientations que la direction générale applique sur l'ensemble du territoire par l'intermédiaire de neuf directions régionales et d'une union régionale en Corse, elles-mêmes organisées en secteurs opérationnels. Neuf commissions nationales rattachées au conseil d'administration sont chargées d'élaborer les propositions d'orientation des secteurs d'activités.

La direction générale, les DR et les SO

La direction générale, à partir de la politique du conseil d'administration, définit les objectifs et les plans d'action que les directions régionales (DR) déclinent dans leurs régions respectives. Afin d'être au plus près des CMCAS ainsi que des lieux

de production des entreprises, une structure de proximité, appelée secteur opérationnel (SO), gère les moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement des centres de vacances et des restaurants d'entreprise ainsi que le contenu des activités dans les centres de vacances. Il existe actuellement 32 secteurs opérationnels.

Le Comité de coordination des CMCAS

Le Comité de coordination des CMCAS est l'organisme social des IEG qui assure la représentation des CMCAS auprès des autorités de tutelle, des directions des entreprises, des organisations syndicales patronales et ouvrières, des instances nationales de sécurité sociale et mutualistes.

Le Comité remplit six missions principales :

- il élabore la doctrine du régime mutualiste et s'en porte garant ;
- il est garant de l'application de la réglementation de la Sécurité sociale ;
- il répartit le fonds du 1 % entre les CMCAS et la CCAS ;
- il gère la trésorerie nationale du régime mutualiste qui couvre la part mutuelle des dépenses de santé des bénéficiaires des régimes des IEG ;
- il apporte aide, conseil et assistance aux CMCAS et favorise la mutualisation de leurs expériences ;
- il émet des recommandations de nature à impulser des améliorations de tous ordres avec le souci permanent de l'égalité de traitement de l'ensemble des bénéficiaires.

Les 30 membres du Comité sont élus pour une période de trois ans par les membres des conseils d'administration des CMCAS.

Les CMCAS, un outil pour la proximité

Les CMCAS remplissent deux grandes missions :

- elles développent des activités culturelles, sportives et de loisirs ainsi que des activités sociales sur la part décentralisée du 1 % ;
- elles assurent le relais entre les bénéficiaires et la CCAS pour les activités relevant de la part centralisée du 1 % telles que les vacances, la restauration méridienne, les assurances.

L'Iforep

Les agents et leurs enfants, à partir de 17 ans, peuvent encadrer des séjours de vacances. Leur formation est assurée par l'Iforep, Institut de formation, de recherche et de promotion, association loi 1901. L'Iforep bénéficie de l'habilitation nationale Jeunesse et Sports à la formation théorique pour l'obtention des brevets d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs : Bafa et BAFD. Son activité s'inscrit dans le cadre du mouvement national d'éducation populaire.

Créé en 1972 par la CCAS et le Comité de coordination des CMCAS, l'Iforep propose également des formations professionnelles aux personnels des activités sociales et mutualistes, au titre de la formation continue. Son offre est diversifiée : management, comptabilité, gestion, informatique, restauration, etc. Elle est accessible sur le site www.eforep.fr.



COMPOSITION DES INSTANCES ÉLUES DE LA CCAS

Bureau

Présidente : Évelyne Valentin
Vice-président : Patrick Cuffet
Vice-président : Pierre Ducrocq
Vice-président : Jean-Pierre Guyon
puis Philippe Daguerre
Vice-président : Alain Morel
Secrétaire général : Henri Brusq
puis Jean-Claude Dougnac
Secrétaire général adjoint : Joël Pousset
Trésorier général : Philippe Daguerre
puis Fiore d'Ascoli
Trésorier général adjoint : Fiore d'Ascoli
puis Michaël Fieschi

Conseil d'administration

Membres titulaires

Fédération CGT

Pascal Aubrée
Henri Brusq
Philippe Daguerre
Fiore D'Ascoli
Gérard Duplé
Jean-Pierre Guyon puis Jean-Claude Dougnac
Michaël Fieschi
Christophe Gaston
Martial Savel
Évelyne Valentin
Valérie Védrine

Fédération CFDT

Pierre Ducrocq
Catherine Guichardan
Joël Pousset
Philippe Rollant

Fédération CGT/FO

Patrick Caron
Alain Morel

Fédération CFE-CGC

Patrick Cuffet

Membres suppléants

Fédération CGT

France-Lyse Bagassien
Christophe Baldes
Jean-Luc Bordes
Joël Capra
Yannick David
Joël Edoml
Christian Langeois
Jean Lavielle
Pascal Lazarre
Frédéric Servet
Marcel Viard

Fédération CFDT

Anne-Marie François
Maxime Le Ru
Vincent Nizart
Frédéric Tattu

Fédération CGT/FO

Roger Corai
Martine Pezet

Fédération CFE-CGC

Bruno Le Bivic

Commissions d'activités régionales

Auvergne : René Casilla
Bretagne : André Guillore
puis Jean-François Coulin
Est : Christian Bize
Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées :
Michel Mas
Normandie - Pays de Loire :
Francisco Gavira-Moreno
Paris - Nord : Rémy Marc
Provence-Alpes-Côte d'Azur : Josette Pelissier
Rhône-Alpes : Didier Garnier
Sud-Ouest : Alain Belly
Union régionale Corse : César Fazzini

Commissions nationales

Séjours adultes et familles : **Philippe Daguerre**

Séjours jeunes : **Michaël Fieschi**

Équipements, appels d'offres, patrimoine :

Alain Morel

Santé Handicap : **Henri Brusq**

Activités internationales : **Évelyne Valentin**

Information, communication :

Jean-Pierre Guyon puis **Jean-Claude Dougnac**

Encadrement des séjours, formation

socio-éducative : **Joël Pousset**

Action culturelle et contenu

des activités sociales : **Fiore d'Ascoli**

Activités sportives, réglementation et litiges :

Bruno Le Bivic

Marchés : **Philippe Daguerre**

Animateurs des groupes de travail

Personnes handicapées - Droits et Moyens

- la séparation : **Louis Paredes**

Restauration méridienne : **Jean-Luc Borde**

Prenez le relais - Valorisation des Acquis :

Joël Pousset

Commerce équitable : **Philippe Daguerre**

Personnes à mobilité réduite : **Alain Morel**

Direction générale

Directeur général : **Olivier Frachon**

Directeur général adjoint : **Jacques Olivier**

Directrice exécutive en charge des ressources
humaines : **Anne Lacerna**

Directrice exécutive en charge de l'aide à

l'exploitation : **Françoise Simonot**

Directrice exécutive en charge de la qualité :

Marie-Christine Dessalle

Directeur financier : **Frédéric Bauge**

Directeur exécutif, stratégie, étude du

développement et de la qualité : **Alain Peuch**

Directeur exécutif en charge du conseil

juridique, des assurances et des affaires

immobilières : **Jean-Guy Fabri**

Directeur exécutif en charge

du système d'information : **Bruno Ginoux**

Attaché au Directeur : **Robert Voisard**

Direction régionale (DR)

Auvergne : **Michel Nicolaï**

Bretagne : **Viviane Tertiaux**

Est : **Monique Gallon**

Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées :

Gérard Rost

Normandie - Pays de Loire :

Hélène Massière puis **Hugues Savariaud**

Paris - Nord :

Marie-Christine Dessalle puis **Hélène Massière**

Provence-Alpes-Côte d'Azur : **Christian Galatrie**

Rhône-Alpes : **Mouloud Mahroug**

Sud-Ouest : **Gérard Lemonnier**

Union régionale Corse : **Dominique Giovannangelli**

Secteurs opérationnels (SO)

Auvergne

Ouest : **Claude Bernard**

Est : **François Moracchini**

Bretagne

Atlantique : **Laurent De Caso**

Nord : **Lydia Le Charles** puis **Hélène Douche**

Sud : **Patrick Layan**

Corse

Nord : **Barthélémy Fusella**

Sud : **Yann Prévert**

Est

Alsace - Lorraine : **Antoine Murati**

Bourgogne - Franche-Comté : **René Vidalon**

Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées

Aude-Rouergue : **Pierrick Beauvois**

Languedoc : **Corinne Vitu** puis **Marie-Claire Dorado**

Quercy Pyrénées :

Cécile Rumeau puis **Jacqueline Grannec**

Roussillon : **Laurent Boiron**

Normandie - Pays de Loire

Normandie : **Frédéric Métras**

Touraine : **Jean-Pierre Moisy** puis **Laurence Lizée**

Paris - Nord

Île-de-France - Champagne-Ardenne :

Jean-Claude Roux

Nord - Picardie : **Philippe Laurent** puis **Philippe Feite**

Paris : **Michel Douet** puis **Philippe Laurent**

Secteur étranger : **Francine Hannicq**

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Alpes : **Mathilde Cabaye**

Côte varoise : **Etienne Fasanino**

Pays Niçois : **Jean Zemor**

Provence : **Zazi Sadou**

Rhône-Alpes

Haute-Savoie : **Bernard Monnier** puis **Nadia Basri**

Rhône - Loire : **Christophe Védrine**

Savoie : **Philippe Pinchon**

Vercors - Drôme - Ardèche : **Jean-Claude Borg**

Sud-Ouest

Charentes - Poitou : **Michel Séguineau**

Pyrénées-Agenais : **Patrick Cuesta**

Gironde - Périgord :

Philippe Lafontaine puis **Philippe Apaty**

Landes - Pays basque : **Guy Lavaurs**